

Mobilisation générale : L'Algérie adopte une nouvelle loi face aux crises et aux menaces

P.02

Conseil des ministres : Abaissement de l'âge de la retraite pour les enseignants des trois cycles

P.03



Aïd El-Adha : Le gouvernement fixe le prix des moutons importés à 40 000 DA

P.03



Alger :



Début des travaux de la 3^{ème}
session de la Commission
de planification
algéro-turque

P.02

Affaire Bouchouareb :



Après le refus
d'extradition de Paris,
Alger passe à l'action

P.02

Formation supérieur :



Le ministère annonce le
lancement de la plateforme
nationale d'expertise des
cours en ligne

P.04

Annaba :

Semaine scientifique
organisée par l'académie
algérienne des sciences
et technologies, en
collaboration avec
l'Université Badji Mokhtar

P.06



MOBILISATION GÉNÉRALE :
L'Algérie adopte une nouvelle loi face aux crises et aux menaces

Un pas décisif dans la préparation de l'État face aux menaces ! Le Conseil des ministres a validé ce dimanche un projet de loi qui jette les bases juridiques de la mobilisation générale.

Derrière ce texte, une réorganisation capitale, en lien avec l'article 99 de la Constitution. Entre devoir citoyen et dispositif de défense, les enjeux sont multiples, et les contours désormais mieux définis.

Réservistes, crises, menaces : un cadre légal pour un concept aux implications lourdes

Dimanche 20 avril, le Conseil des ministres, présidé par Abdelmadjid Tebboune, a adopté un projet de loi encadrant la mobilisation générale. Ce texte, selon le communiqué officiel, vise à préciser les modalités d'organisation, de préparation et de mise en œuvre de cette mesure

exceptionnelle, mentionnée à l'article 99 de la Constitution algérienne.

Mais que recouvre réellement cette notion ? À la croisée des impératifs militaires, économiques et sociaux, la mobilisation générale correspond à la mise en alerte complète des ressources humaines et matérielles du pays, en cas de péril ou de nécessité d'intérêt public majeur.

Mobilisation générale : de quoi parle-t-on concrètement ?

Ce projet de loi apporte un cadrage plus précis à un mécanisme resté jusqu'ici relativement flou dans l'arsenal juridique algérien. On parle ici d'une montée en puissance rapide et coordonnée de tous les moyens disponibles pour répondre aux potentielles situations d'alerte, telles que :

- Une guerre ou une agression étrangère,

- Une menace grave à la sécurité ou à la souveraineté nationale,
- Une situation de crise nécessitant une mobilisation civile ou militaire d'envergure.

La mobilisation peut ainsi être générale ou partielle, et de nature civile ou militaire. Elle ne concerne pas uniquement l'Armée, mais aussi les structures économiques, politiques et sociales, dans une logique de réponse globale.

Le rôle central des réservistes dans le dispositif de mobilisation générale

Au cœur de cette organisation, la Réserve, composée des citoyens ayant effectué leur service national ainsi que des militaires retraités remplissant certains critères d'âge, de santé et de discipline. En cas de mobilisation, ces réservistes peuvent être rappelés sous les drapeaux et intégrés temporairement aux



effectifs des forces armées.

Le texte prévoit plusieurs garanties à leur égard :

- Une solde équivalente à celle des militaires d'active du même grade et échelon,
- Une protection de leur emploi civil, avec obligation de réintégration par leur employeur à l'issue de la période de mobilisation,
- Une responsabilité juridique : en cas d'absence injustifiée à l'appel, le réserviste est passible de poursuites devant la juridiction militaire compétente.

Cette mise au clair répond à une logique de rigueur, mais aussi de reconnaissance de l'engagement

citoyen : « La mobilisation, devoir de tout un chacun, repose sur la volonté, l'abnégation et le sacrifice des réservistes », souligne le communiqué.

Cela dit, en dotant le pays d'un instrument juridique clair et opérationnel, le gouvernement entend renforcer la réactivité des institutions et la résilience de la nation face à des événements d'ampleur.

En résumé

La loi sur la mobilisation générale ne constitue pas un simple texte administratif. Elle formalise un dispositif de réponse d'ampleur nationale, à activer en cas de menace grave. Elle fixe aussi les droits et devoirs des réservistes et pose les jalons d'une mobilisation coordonnée entre civils et militaires. Pour garantir la sécurité et l'intégrité de l'État algérien.

AFFAIRE BOUCHOUAREB :
Après le refus d'extradition de Paris,
Alger passe à l'action

La justice algérienne a décidé de mettre à exécution les décisions de saisie des biens et avoirs de l'ancien ministre de l'Industrie, Abdel Salam Bouchouareb, en fuite à l'étranger. Cette décision intervient après le refus définitif de la France d'extrader l'ancien responsable, une décision que les autorités algériennes jugent infondée sur le plan juridique.

La justice algérienne récupère les biens d'Abdeslam Bouchouareb en fuite

Condamné à plusieurs reprises par contumace à des peines lourdes, Bouchouareb fait l'objet d'une traque judiciaire depuis plusieurs années. Le dernier jugement en date, prononcé par le pôle économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed, l'a condamné à 20 ans de prison ferme. Il s'agit du sixième refus de la justice française de répondre favorablement à la demande d'extradition algérienne. Le dernier verdict a été rendu par la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

En réponse, les autorités judiciaires algériennes ont décidé de procéder à la saisie complète de tous ses biens mobiliers et immobiliers, ainsi que de ses comptes bancaires. Les fonds récupérés seront versés dans un compte spécial destiné aux biens confisqués ou récupérés dans le cadre de la lutte contre la corruption. La législation algérienne ne permet pas à Bouchouareb de faire opposition aux jugements prononcés contre lui, en raison de son absence physique. Sept mandats



d'arrêt internationaux ont été émis à son encontre, sans succès jusqu'ici. Fuite, condamnations et saisies : le long dossier judiciaire de Bouchouareb

Selon les enquêtes, Bouchouareb aurait accumulé une immense fortune de manière illégale, en exploitant son poste ministériel sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika. Parmi les biens identifiés : une villa luxueuse à Chéraga, à l'ouest d'Alger, estimée à plus de 150 milliards de centimes, louée un temps à une ambassade, et désormais utilisée comme dépôt de véhicules de luxe. Il serait également impliqué dans des transferts d'argent vers l'étranger, avec la complicité d'une proche d'une ex-ministre, gérante d'une entreprise à Bab Ezzouar.

À LIRE AUSSI : France-Algérie : David Lisnard plaide pour l'extradition d'Abdeslam Bouchouareb

Il est aussi accusé de fausses déclarations de patrimoine. Les

investigations ont révélé qu'il possède plusieurs entreprises, parfois enregistrées au nom de sa famille, dont deux usines de chocolat et de chips, huit comptes bancaires garnis de dizaines de milliards de dinars, ainsi que d'importantes sommes en devises.

Les procès liés aux affaires de montage automobile ont également montré que Bouchouareb a reçu d'importants pots-de-vin, notamment une villa à Hydra d'une valeur de plus de 60 milliards de centimes, 14 milliards de la part d'un industriel, trois appartements, deux voitures de luxe et d'autres dons.

Au total, six peines de 20 ans de prison ferme ont été prononcées contre lui, soit 120 ans de réclusion, ainsi qu'une amende de 800 millions de dinars. La justice algérienne poursuit désormais la récupération des fonds détournés.

L'Algérie et la Turquie liées
par des relations "globales
et complémentaires"

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a indiqué, lundi à Alger, que l'Algérie et la Turquie étaient liées par des relations "globales et complémentaires" ayant pour finalité d'établir des ponts de coopération dans divers domaines au service des priorités et objectifs tracés par les deux pays.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 3e session de la Commission de planification algéro-turque, M. Attaf a précisé que les deux pays étaient liés par des relations "historiques, globales et complémentaires" ayant pour finalité d'établir des ponts de coopération dans divers domaines de la vie politique, socioéconomique et culturelle, mais aussi des relations "authentiques et enracinées au service des objectifs et priorités dont les dimensions et contours ont été tracés par les deux pays".

A travers cette réunion, "les deux pays réaffirment leur détermination à honorer leur engagement envers les relations privilégiées qui les lient (...) et leur ambition de les hisser à des niveaux supérieurs, conformément aux orientations des dirigeants des deux pays frères, le Président Abdelmadjid Tebboune et son frère RecepTayyipErdogan, à qui revient le mérite de la dynamique croissante et du développement constant des relations algéro-turques", a souligné le ministre des Affaires étrangères.

A ce propos, M. Attaf s'est félicité du "niveau des échanges commerciaux



sans précédent entre les deux pays, lesquels ont atteint 6 milliards USD l'année dernière", affichant son ambition de "réaliser davantage" pour "atteindre l'objectif fixé par les dirigeants des deux pays, à savoir 10 milliards USD".

Il a également mis en avant "le niveau inédit des investissements turcs en Algérie, estimés à près de 6 milliards USD", ainsi que "les succès enregistrés conjointement dans plusieurs secteurs comme la sidérurgie, le textile, l'énergie, les travaux publics et, plus récemment, l'agriculture saharienne", appelant de ses vœux "la réalisation de davantage d'investissements" au regard des opportunités qu'offre l'économie algérienne dans de nouveaux domaines comme les énergies renouvelables et les industries pharmaceutiques.

"Tout en veillant au renforcement de ce partenariat prometteur, dans toutes ses dimensions et composantes, nous demeurons attachés aux traditions de concertation politique et de coordination bilatérale concernant les questions d'actualité d'intérêt commun", a affirmé M. Attaf, faisant remarquer que "le monde traverse aujourd'hui de profondes turbulences qui n'épargnent aucun pan du système international contemporain".

 Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	---	--	---	---

Aïd el-Adha 2025 : Le gouvernement fixe le prix des moutons importés à 40 000 DA

À l'approche de l'Aïd el-Adha, le gouvernement algérien multiplie les efforts pour garantir la disponibilité des moutons à des prix abordables. Lors du Conseil des ministres tenu ce dimanche 20 avril 2025, sous la présidence de Tebboune, une décision importante a été prise : le prix de vente des moutons importés pour l'occasion a été officiellement fixé à 40 000 dinars algériens. Ce tarif, proposé par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, vise à atténuer la pression économique sur les citoyens, en particulier



face à l'envolée des prix sur le marché local. Tebboune avait, dès le 9 mars dernier, ordonné l'importation exceptionnelle d'un million de têtes ovines pour la fête du sacrifice. Ce programme inédit s'inscrit dans une démarche d'urgence pour renforcer l'offre et protéger le pouvoir d'achat des

ménages algériens. Ce dimanche matin, la première cargaison composée de 15 000 moutons en provenance de Roumanie a accosté au port d'Alger. Il s'agit de la première opération d'importation de ce type menée par l'Algérie depuis plus de trente ans. Elle marque le coup d'envoi d'un plan logistique d'envergure, piloté par les autorités publiques.

Un programme gouvernemental pour casser la flambée des prix

Selon un communiqué de l'administration portuaire, cette cargaison s'inscrit dans

un programme spécial mis en œuvre par le gouvernement pour endiguer la flambée des prix du bétail sur le marché national. D'autres livraisons sont attendues dans les prochains jours, en provenance de Roumanie mais aussi d'Espagne, via cinq ports stratégiques : Alger, Oran, Jijel, Skikda et Annaba. Cette répartition vise à assurer une couverture géographique équilibrée sur tout le territoire. D'après des sources au sein du ministère de l'Agriculture, les prochaines semaines verront l'arrivée de nouveaux lots, avec des modalités de distribution

qui seront communiquées très prochainement. Le partenariat avec des fournisseurs européens, notamment espagnols, devrait aussi se renforcer, selon les informations relayées par l'agence agroalimentaire espagnole « Efeagro ». Cette initiative gouvernementale est largement saluée comme une mesure pragmatique pour garantir à tous les citoyens l'accès à un mouton pour l'Aïd dans des conditions justes et encadrées, tout en luttant contre la spéculation et les hausses de prix excessives.

Conseil des ministres : Abaissement de l'âge de la retraite pour les enseignants des trois cycles

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a approuvé un abaissement de trois (3) ans de l'âge de la retraite pour les enseignants du secteur de l'éducation nationale, conformément à l'engagement du président de la République

envers cette catégorie et en reconnaissance de leurs efforts. Concernant le projet de loi relatif à la retraite (abaissement de l'âge de la retraite pour les enseignants du secteur de l'éducation), le Conseil des ministres a approuvé "un abaissement de trois (3) ans de l'âge de la retraite pour les enseignants du secteur de

l'éducation, conformément à l'engagement du président de la République envers les enseignants des trois cycles (primaire, moyen et secondaire) et en reconnaissance de leurs efforts dans la préparation et la formation des générations de demain", lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres.



Création de nouveaux établissements pénitentiaires spécialisés dans la grande criminalité liée à la drogue



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a enjoint au Gouvernement, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, de recourir à des établissements pénitentiaires spécialisés dans la grande criminalité liée à la drogue, indique un communiqué du

Conseil. "Concernant la stratégie nationale multidimensionnelle de lutte contre la drogue et les psychotropes, Monsieur le président de la République a enjoint au Gouvernement de recourir à des établissements pénitentiaires spécialisés dans la grande criminalité liée à la drogue", précise le communiqué.

Le président de la République instruit le Gouvernement d'installer, dans un délai d'un mois, le guichet unique dédié à l'investissement et les instances chargées de l'importation et de l'exportation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le Gouvernement, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'installer et d'activer "dans un délai d'un mois" le guichet unique dédié à l'investissement et les deux instances nationales chargées respectivement de l'importation et de l'exportation. Le président de la République a instruit le Gouvernement d'installer et d'activer, dans un

délai d'un mois, les instances précitées conformément aux orientations données dans ce sens, indique un communiqué du Conseil des ministres. Concernant les orientations relatives au guichet unique, "son travail est principalement lié à l'acte exclusif d'investir, loin de la gestion administrative centralisée ou décentralisée, le but de sa création étant de faciliter l'investissement et d'aplanir les difficultés et obstacles, notamment bureaucratiques, entravant

les investisseurs", précise le communiqué, ajoutant qu'"il est légalement habilité à engager et à suivre toutes les opérations en lien avec l'investissement". S'agissant des orientations liées à la création de deux instances nationales chargées respectivement de l'importation et de l'exportation, le communiqué explique que "le but de leur création est d'atteindre l'efficacité dans la gestion selon la nouvelle vision et les nouveaux mécanismes".

"Le président de la République a affirmé que le caractère institutionnel de l'instance chargée de l'importation, avec la participation de plusieurs secteurs, lui permet, grâce à son action proactive fondée sur une information exacte, de définir avec précision les besoins en matière d'importation", selon la même source, qui ajoute que cette instance, placée sous la tutelle du Premier ministre, "permet aussi d'intervenir rapidement et de prendre les décisions les plus

efficaces et les mieux adaptées de manière flexible". Le président de la République a, par ailleurs, ordonné au ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations de présenter de nouvelles propositions pour organiser les opérations d'importation, ainsi que les opérations d'exportation, que l'Etat encourage selon une "vision globale et intégrée à long terme et non conjoncturelle", conclut le communiqué.

FORMATION PROFESSIONNELLE: Lancement des éliminatoires des “Olympiades des métiers” au niveau des wilayas



Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a présidé, dimanche à la promenade des Sablettes (Alger), le lancement des éliminatoires des “Olympiades des métiers” au niveau des wilayas, avec la participation d'apprentis des différents établissements de formation professionnelle. S'exprimant à cette occasion,

le ministre a indiqué que ces éliminatoires connaissent la participation de “5.700 apprentis des différents établissements de formation au niveau national, dont plus de 500 de la wilaya d'Alger”, sachant que cette manifestation se déroule sur l'ensemble des wilayas du pays. Concernant le programme de la compétition lors de ces éliminatoires de cinq jours, M. Oualid a souligné

qu'elles comprenaient plusieurs spécialités, dont “les technologies de l'information de la communication (TIC), l'électronique, la maintenance industrielle, la maçonnerie, et l'artisanat”. L'objectif de cette manifestation est “d'encourager l'excellence et d'ancrer la culture de l'innovation parmi les jeunes apprentis des établissements de la formation professionnelle”, outre “l'amélioration du niveau

de la formation professionnelle, notamment en encourageant l'esprit d'initiative et d'innovation chez les participants afin d'acquérir des compétences et des capacités leur permettant d'accéder au marché du travail”, ajoute le ministre. Les lauréats des éliminatoires au niveau des wilayas participeront aux éliminatoires régionales prévues septembre prochain, la finale étant prévue en novembre, pour

sélectionner les premiers gagnants qui représenteront l'Algérie lors des Olympiades des métiers au niveau africain et mondial, a-t-il expliqué. Dans le même contexte, les organisateurs ont fait savoir que les jury, composés de spécialistes du secteur de la formation professionnelle et des représentants du secteur économique, procéderont à la sélection de la meilleure réalisation des candidats en lice.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À DISTANCE: Lancement de la plateforme nationale d'expertise des cours en ligne

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, samedi, le lancement de la plateforme nationale d'expertise des cours en ligne, destinée aux enseignants

souhaitant demander l'évaluation de leurs cours pour obtenir “l'attestation d'enseignement à distance”, indique un communiqué du ministère. Cette plateforme, lancée par la commission nationale de

l'enseignement supérieur à distance, s'inscrit dans le cadre du soutien et de l'optimisation de la qualité de ce type d'enseignement, précise la même source. L'inscription se fait via le lien suivant: <https://oce.umc.edu.dz/>,

selon la même source qui ajoute que cette démarche est “spécialement destinée aux enseignants dispensant des cours à distance et souhaitant obtenir l'attestation d'enseignement à distance auprès de la commission nationale”.



VIGNETTE AUTO : L'échéance approche, les retardataires sommés d'agir avant le 30 avril 2025

Alors que nous entamons la dernière décade du mois d'avril, les propriétaires de véhicules n'ayant pas encore acquis leur vignette automobile pour l'année 2025 disposent de quelques jours seulement pour se mettre en règle. Le couperet tombera ce mercredi 30 avril, et au-delà, ce sera une majoration de 50 % (voire 100 %) qui viendra alourdir la note. L'appel lancé ce lundi 21 avril par la Direction Générale des Impôts (DGI) s'adresse à un large public. Propriétaires de véhicules particuliers, utilitaires ou encore de transports de voyageurs. Tous ceux qui n'ont pas encore réglé leur vignette sont invités à le faire. Passé la date butoir, les sanctions seront automatiques. Vignette auto : l'échéance approche, les retardataires sommés d'agir avant le 30 avril 2025 Dans un communiqué publié aujourd'hui, la DGI rappelle que les vignettes peuvent être achetées de plusieurs façons :

- En se rendant physiquement dans les centres des impôts ou les bureaux de poste ;
- En ligne, via la plateforme numérique « Qassimatouka », en utilisant une carte interbancaire ou la carte « Edahabia » d'Algérie Poste.

Ce que vous coûtera l'oubli : pénalité de 50 %, voire 100 % en cas de constat L'administration fiscale ne laisse pas de place à l'oubli : « À l'issue de ce délai, il vous sera exigé



d'acquérir la vignette assortie des pénalités fiscales prévues par l'article 305 du Code du timbre », prévient le communiqué. Les sanctions sont les suivantes :

- Une majoration automatique de 50 % du montant de la vignette pour tout achat hors délai ;
- Une augmentation portée à 100 % si la non-conformité est constatée par les agents habilités.

Un simple retard peut donc doubler la somme initialement due. L'administration souhaite ainsi inciter les automobilistes à respecter le calendrier. Et à adopter les solutions numériques mises en place pour faciliter l'opération. Malgré les efforts déployés ces dernières années pour numériser le processus d'acquisition de la vignette, de nombreux usagers continuent de procrastiner. Ou ignorent encore l'existence de la plateforme « Qassimatouka ». Cette solution permet pourtant de régler l'achat de la vignette sans déplacement, avec un simple paiement en ligne sécurisé. À travers ce rappel officiel, la DGI cherche aussi à renforcer la culture fiscale et à rappeler l'obligation légale qui pèse sur chaque propriétaire de véhicule.

ESCROQUERIE À GRANDE ÉCHELLE : La Gendarmerie d'Alger lance un appel pressant aux citoyens



Ils promettaient l'impossible, en échange de promesses sonnantes et rébuchantes. Deux individus, désormais arrêtés, sont soupçonnés d'avoir exploité la détresse judiciaire de plusieurs citoyens pour leur soutirer de l'argent. La Gendarmerie alerte ! À Alger, cette affaire d'escroquerie au sein même des sphères liées à la Justice provoque un vif émoi. Le parquet appelle désormais les éventuelles victimes à sortir de l'ombre. Des intermédiaires autoproclamés dans les couloirs du pouvoir arrêtés Dans un communiqué diffusé ce week-end, la Gendarmerie nationale d'Alger a annoncé l'interpellation de deux individus, identifiés sous les initiales B. K et S. B. Dans le cadre d'une enquête pour escroquerie par médiation frauduleuse. Ces derniers se présentaient comme des facilitateurs capables d'intervenir « au niveau du ministère de la Justice », selon les termes du communiqué officiel. Afin de « résoudre » des affaires judiciaires. Notamment au profit de personnes en situation de fuite ou de conflit judiciaire. Agissant avec une assurance certaine, les deux hommes auraient ainsi convaincu des justiciables vulnérables de payer des sommes importantes

contre la promesse d'un « traitement favorable » ou d'une intervention supposée auprès de magistrats. Gendarmerie d'Alger : un appel à témoins national La Gendarmerie a précisé que l'arrestation de B. K et S. B a été opérée dans le respect de l'article 17 du Code de procédure pénale. Sur instruction directe du parquet de Bir Mourad Raïs, juridiction territorialement compétente. Une enquête est d'ores et déjà en cours. Menée par les services de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale. Dans ce contexte, un appel public a été lancé, invitant toute personne ayant été approchée ou dupée par ces deux individus à se rapprocher des autorités judiciaires. Trois options sont proposées :

- Se présenter au parquet de Bir Mourad Raïs ;
- Contacter directement le service de recherche de la Gendarmerie d'Alger ;
- Ou se rendre dans n'importe quelle brigade de la Gendarmerie nationale sur le territoire.

Une affaire qui résonne au-delà de la capitale Ce type de stratagème, basé sur la simulation d'une influence ou

d'un pouvoir décisionnel dans les hautes sphères administratives, n'est pas nouveau mais reste particulièrement redoutable. Il repose sur la vulnérabilité des personnes confrontées à la complexité du système judiciaire. Et souvent désespérées par des procédures qui semblent inaccessibles. En se présentant comme des « connecteurs » entre les citoyens et le ministère, les deux mis en cause ont ainsi profité d'un flou relationnel. S'insinuant dans les failles de la confiance publique. Les soupçons portent notamment sur des faits où des individus en fuite ont tenté d'utiliser ces canaux frauduleux pour échapper à la justice. Si l'enquête se concentre pour l'heure sur des faits commis dans la wilaya d'Alger, le caractère diffus et potentiellement national de ce type d'escroquerie pousse les services de sécurité à élargir l'appel à témoins à tout le territoire. La Gendarmerie espère ainsi recueillir des témoignages complémentaires qui pourraient enrichir le dossier et, éventuellement, dévoiler un réseau plus large.

Aïd El-Adha 2025 : 4 navires de moutons roumains attendus dès demain en Algérie

Dans le cadre des préparatifs pour l'Aïd El-Adha 2025, l'Algérie s'apprête à recevoir les premières cargaisons de moutons importés de Roumanie. Pas moins de quatre navires transportant chacun 15 000 têtes de bétail sont attendus dans les prochains jours, dans le cadre d'une opération d'envergure lancée sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Selon des sources proches du dossier citées par Ennahar Online, la première cargaison accostera dès demain soir, samedi, au port d'Alger. Cette



livraison, assurée par le groupe public « Agrollog », relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, transportera 15 000 moutons vivants. Ces animaux sont destinés à être mis sur le marché en tant qu'offrandes pour l'Aïd El-Adha, à des prix accessibles, selon les directives présidentielles.

Les moutons, à leur arrivée, seront dirigés vers plusieurs centres de quarantaine sanitaire, afin de garantir leur conformité aux normes sanitaires, avant leur distribution vers des points de vente agréés à travers le territoire.

Aïd El-Adha 2025 : Un dispositif logistique renforcé

Toujours selon les mêmes sources, trois autres navires accosteront successivement au port d'Alger, tandis que le quatrième accostera à Annaba, pour approvisionner les régions de l'Est. Chaque bateau transportera 15 000 têtes, ce qui représente un total de 60 000 moutons dans cette

première vague de livraisons. Tous les animaux proviennent de Roumanie, l'un des deux pays européens retenus dans le cadre de cette opération (l'autre étant l'Espagne). Cette initiative s'inscrit dans un programme plus large d'importation d'un million de moutons, piloté par les autorités afin de casser les prix sur le marché, répondre à la forte demande des citoyens et lutter contre la spéculation.

Un plan coordonné entre plusieurs secteurs

Le ministre de l'Agriculture a récemment présidé une réunion stratégique avec les

représentants de plusieurs départements ministériels et institutions sécuritaires pour affiner les modalités logistiques et sanitaires de cette opération. Il a été décidé que les importations seraient étalées et supervisées rigoureusement, afin d'assurer un acheminement fluide et un accès équitable aux moutons pour l'ensemble des citoyens. Ce dispositif sans précédent vise à assurer la disponibilité des moutons de l'Aïd dans toutes les wilayas, dans des conditions maîtrisées et à des tarifs raisonnables, dans un esprit de solidarité et de responsabilité économique.

Le président de la République ordonne de prendre toutes les mesures pour la réussite de la Foire commerciale intra-africaine

Le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, que soient prises toutes les mesures et dispositions à même d'assurer la réussite de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), que l'Algérie accueillera en septembre prochain. "Cette Foire revêt une importance particulière pour la promotion des échanges commerciaux intra-africains. Aussi, le président de la République a-t-il ordonné la mise en place de toutes les facilitations nécessaires à la participation des partenaires africains à cet événement économique que l'Algérie s'apprête à accueillir et de l'ensemble des mesures et dispositions à même de

contribuer à sa réussite au profit des économies nationale et africaine", indique un communiqué du Conseil des ministres.

Le président de la République a également ordonné "la coordination et la conjugaison des efforts entre le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, afin d'assurer le plein succès de la Foire commerciale intra-africaine, eu égard à l'expérience de l'Algérie et de son rôle de chef de file aux niveaux africain et international", ajoute le communiqué.



Algerie-Arabie Saoudite : Volonté commune de renforcer la coopération économique bilatérale

Les travaux du Forum d'affaires algéro-saoudien ont débuté, dimanche à Alger, avec la réaffirmation par les deux parties de leur volonté commune de renforcer la coopération dans plusieurs domaines économiques. Cette rencontre est organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) avec la participation de plusieurs opérateurs économiques algériens et d'une délégation d'hommes d'affaires saoudiens en visite en Algérie pour explorer les opportunités de partenariat et d'investissement, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'agriculture, du tourisme et du bâtiment.



Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a mis en avant les opportunités de partenariat entre l'Algérie et l'Arabie saoudite, appelant à en tirer parti à travers des

investissements efficaces et l'échange d'expertises pour créer des emplois, relever les défis communs et réaliser un développement durable. Selon lui, ce Forum permettra de renforcer la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'agroalimentaire,

de l'agro-industrie, de la sidérurgie, du tourisme et des technologies de l'information et de la communication (TIC). De son côté, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah Bin Nasser Al Bussairy, a souligné l'importance de cette rencontre dans le renforcement des relations économiques bilatérales, qu'il a qualifiées de "profondes et enracinées", rappelant, à ce propos, la volonté des dirigeants des deux pays de les renforcer dans divers domaines. L'ambassadeur a fait savoir que la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays avoisinait un milliard de dollars, ce qui, selon lui, "ne reflète pas le niveau des relations bilatérales

solides", précisant que les investissements saoudiens en Algérie avaient augmenté dans des domaines comme l'industrie de transformation, l'agroalimentaire et l'agriculture. A cette occasion, il a invité les hommes d'affaires saoudiens à explorer les opportunités d'investissement qu'offre l'Algérie, en particulier à la faveur des facilités introduites par la nouvelle loi sur l'investissement. Ce Forum sera marqué par l'organisation de rencontres d'affaires bilatérales (B2B) entre les représentants des entreprises algériennes et saoudiennes et la signature de plusieurs accords et partenariats entre les deux parties.

ANNABA:

Semaine scientifique organisée par l’académie algérienne des sciences et technologies, en collaboration avec l’Université Badji Mokhtar

Sihem.Ferdjallah

Dans le cadre de la Semaine scientifique organisée du 19 au 24 avril 2025, l’Académie algérienne des sciences et technologies, en collaboration avec l’Université Badji Mokhtar d’Annaba, a organisé une série de conférences autour du thème « Mathématiques et société ». L’événement s’est tenu dans la matinée du dimanche 20 avril 2025, à l’auditorium ‘Abdallah Fadel’, au sein du campus universitaire Ibn Badis – Sidi Achour. La manifestation a connu une forte affluence, marquée par la présence distinguée de professeurs, d’experts et d’acteurs de la communauté universitaire, sous la supervision du président de l’Académie, le professeur Hichem Gara, accompagné des membres de son équipe, accueillis par le recteur de l’université, le professeur Mohamed Mannaâ. Dans son allocution d’ouverture, le recteur a insisté sur l’importance de cette rencontre scientifique, la qualifiant d’opportunité précieuse pour l’échange de savoirs et la découverte d’un aspect fondamental des mathématiques à travers des conférences animées par des enseignants-chercheurs, renforçant ainsi la diffusion du savoir et contribuant au développement durable. Il a également évoqué le caractère



symbolique de cette occasion, dédiée aussi à l’hommage rendu à une élite du monde scientifique. De son côté, le président de l’Académie a salué l’accueil réservé par la wilaya d’Annaba, qui compte une proportion notable d’universitaires membres de l’Académie, représentant environ 10 % de l’effectif total, dont certains sont parmi les fondateurs de l’institution. Il a souligné que cette semaine scientifique s’inscrit dans une démarche visant à rapprocher la science de la société, à encourager les jeunes générations à s’ouvrir à la recherche, et à promouvoir l’innovation. Dans le prolongement de cette dynamique, le professeur Gara a annoncé le lancement de quatre concours nationaux au cours de l’année 2025. Ces concours porteront sur la sécurité alimentaire, la planification urbaine et les risques environnementaux, l’intelligence artificielle, ainsi

que la chimie et l’environnement. Il a également révélé l’ouverture d’un deuxième cycle de candidatures pour intégrer de nouveaux membres permanents au sein de l’Académie, appelant les chercheurs d’excellence à participer à ce processus de sélection. Parmi les temps forts de la journée, le professeur Nour-Eddine Soltani a présenté une conférence inaugurale intitulée « Les impacts environnementaux et sanitaires des pesticides : cas du thiaméthoxame et du glyphosate ». Il y a abordé les effets négatifs de ces substances chimiques sur la biodiversité, les sols, les ressources hydriques et la santé humaine, en s’appuyant sur deux études de cas consacrées à des pesticides largement utilisés. Il a mis en lumière les dangers que représente leur usage, notamment les perturbations qu’ils provoquent chez les abeilles pollinisatrices et la propagation de maladies chroniques chez

l’homme. Il a appelé à l’adoption de stratégies alternatives, basées sur l’agriculture écologique et les technologies durables. La deuxième conférence, intitulée « Le concept d’entreprise virtuelle », a été donnée par le professeur Mahmoud Boufaïda. Il a expliqué que les structures organisationnelles ont connu de profondes mutations sous l’effet de la révolution numérique, donnant naissance à un nouveau modèle d’organisation, l’entreprise virtuelle. Cette dernière transcende les limites physiques et géographiques, fonctionnant à travers les réseaux et les technologies de l’information. Il a souligné que ce modèle représente non seulement l’avenir du travail, mais est déjà une réalité dans plusieurs secteurs. Avec l’évolution technologique, le recours à ce type d’organisation deviendra de plus en plus courant pour garantir efficacité et flexibilité. Le professeur Boufaïda a conclu

que l’entreprise virtuelle incarne une vision moderne de la structure d’entreprise, combinant les dimensions organisationnelle, sociale, technologique et culturelle. Il a plaidé pour une sensibilisation accrue des décideurs et des entreprises à l’importance de ce modèle, tout en encourageant l’implication des universitaires, économistes et informaticiens dans cette transition, ainsi que la mise en place de formations spécialisées. Il considère l’entreprise virtuelle comme une solution stratégique durable pour le développement économique, en particulier pour les grandes entreprises algériennes comme Saïdal, Sonatrach et Sonelgaz. La journée s’est poursuivie avec une troisième conférence animée par le professeur Mohamed Tarek Touaoula de l’Université de Tlemcen, intitulée « Équations linéaires et non linéaires : étude de cas du trafic routier ». Sa présentation s’est distinguée par une approche scientifique rigoureuse et une analyse approfondie. Il a exposé les différences fondamentales entre les équations linéaires, souvent utilisées dans des conditions idéales ou quasi stationnaires, et les équations non linéaires qui décrivent des dynamiques plus complexes. Cette intervention a suscité un vif intérêt parmi les participants, appréciée pour sa clarté et sa richesse intellectuelle.

ANNABA / SIDI AMAR

Mobilisation des autorités locales pour assurer le suivi des projets structurants

S.Y

En application des directives du wali, une importante sortie de terrain a eu lieu à Sidi Amar. En effet, le chef de daïra d’El Hadjar s’est rendu sur plusieurs chantiers, accompagné du P/APC de ladite commune et de responsables techniques des secteurs concernés. Parmi les présents figuraient les chefs des départements de l’urbanisme, des ressources en eau, des équipements publics, ainsi que le responsable du centre de l’Office national de l’assainissement et les services techniques communaux. Cette tournée a permis d’évaluer l’état d’avancement de plusieurs projets majeurs, notamment la réhabilitation de l’ex-siège de la

mairie et de la place attenante, la construction d’une école primaire et d’un CEM au niveau de la cité ‘‘2000 logements AADL’’, ainsi qu’une polyclinique et un poste de police à l’unité ‘‘1077 logements AADL’’. La réhabilitation de l’école primaire ‘‘Racherach Ahmed’’ figurait également à l’ordre du jour. L’objectif affiché de cette visite était de s’assurer de l’avancement effectif des travaux et d’identifier les éventuels blocages pour les lever rapidement. Les habitants de Sidi Amar, qui attendent avec impatience la réception de ces infrastructures vitales, espèrent voir se concrétiser rapidement ces projets, garants d’une amélioration sensible de leur cadre de vie.



ANNABA:

La DSA sur le terrain pour une inspection des points de vente des moutons



S.Y

Dans le cadre des préparatifs pour l'Aïd El-Adha, une sortie de terrain a été effectuée par madame Chenaz Amira Zaidi, directrice des services agricoles, accompagnée du président et du secrétaire général de la chambre agricole, afin de s'assurer du bon déroulement de la mise en place des points de vente des moutons de sacrifice. Cette visite d'inspection, troisième du genre, a mené la délégation à ciblé plusieurs sites clés du secteur, notamment la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), la CASSAP dans la commune d'ElHadjar, ainsi que quelques exploitations agricoles "Aoufi Abdelrahmane" et "Djeddi Khaled". Sur place, la directrice a pris soin d'examiner les conditions d'accueil et de commercialisation des

ovins, tout en interrogeant les éleveurs et responsables sur les mesures prises pour assurer la sécurité sanitaire des animaux, la disponibilité des têtes d'ovins, ainsi que les dispositifs d'hygiène et de logistique mis en place. Des remarques et des réserves ont été soulevées, pour lesquelles la directrice a émis des instructions fermes afin qu'elles soient levées dans les plus brefs délais. Elle a également insisté sur la nécessité de réunir toutes les conditions nécessaires pour garantir une bonne organisation de l'opération et un accueil optimal du public. En effet, cette tournée est parmi une série d'actions entreprises par la direction des services agricoles en prévision de l'Aïd, afin de garantir la transparence des transactions, la traçabilité des animaux proposés à la vente et la satisfaction des citoyens.

ANNABA / ASSAINISSEMENT

L'Office National d'Assainissement poursuit ses interventions pour absorber les accumulations d'eau de pluie



Imen.B

Les équipes de l'Office National d'Assainissement (ONA) – Centre Est Annaba poursuivent activement leurs interventions dans les quartiers et rues de la cité Seybouse, dans le but d'étancher les accumulations d'eaux pluviales qui entravent la circulation et constituent un risque sanitaire. À l'aide d'un camion hydrocureur spécialisé, les agents de l'ONA ont procédé au curage des réseaux d'assainissement dans plusieurs zones touchées. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'un plan d'intervention préventif mis en place pour garantir l'évacuation des eaux pluviales,

notamment en cette période marquée par des épisodes de pluies intenses. Les équipes techniques et le personnel mobilisés travaillent d'arrache-pied pour dégager les bouches d'égout obstruées, nettoyer les caniveaux, et assurer l'écoulement des eaux. Les résidents de la localité ont salué ces efforts, espérant une continuité dans ce type d'interventions, en particulier dans les zones historiquement exposées aux inondations. L'ONA rappelle de son côté l'importance de ne pas jeter des déchets solides dans les canalisations, afin de préserver le bon état du réseau d'assainissement et d'éviter les obstructions.

ANNABA / EL HADJAR

L'APC passe à l'action contre les occupants des trottoirs

S.Y

La commission communale chargée de la régulation de l'activité commerciale a effectué une sortie de terrain à El Hadjar, dans le but de lutter contre le phénomène persistant de l'occupation anarchique des trottoirs par des commerçants. L'opération, lancée sur plusieurs artères principales de la ville, vise à restaurer l'ordre dans l'espace public, souvent entravé par des étals sauvages, des marchandises envahissantes et des expositions d'articles non autorisés. Une situation qui nuit à la fluidité de la circulation piétonne et dégrade l'image urbaine de la commune. Les équipes mobilisées ont procédé à un recensement des infractions, distribué des avertissements et, dans certains cas, démantelé les installations jugées illégales. La commune a assuré que cette initiative n'est qu'une première étape, et que l'opération se poursuivra dans au niveau de toutes les cités. Il a également souligné que cette campagne s'inscrit dans une volonté d'assainissement de l'espace public et de promotion d'un commerce organisé et respectueux des règles. La commune d'El Hadjar entend maintenir la pression dans les semaines à venir, tout en sensibilisant les commerçants



sur la nécessité de se conformer à la réglementation et ce dans le but de libérer les trottoirs et améliorer la mobilité des piétons.

ANNABA/ DIRECTION DU COMMERCE

Inspection de la disponibilité des produits alimentaires, au respect des règles d'hygiène et des prix



Imen.B

À l'approche des fêtes de l'Aïd El Adhaet dans un contexte de forte demande, la direction du commerce a effectué une série de sorties de terrain afin de s'assurer de la disponibilité des produits alimentaires essentiels, du respect de la réglementation sur les prix, et de la protection de l'hygiène dans les commerces, notamment au niveau de la commune d'El Hadjar. Ces opérations de contrôle ont ciblé les marchés, les grandes surfaces, les boucheries

ainsi que les épiceries de quartier. Les inspecteurs ont vérifié la conformité des prix affichés, en comparant les tarifs appliqués avec les grilles officielles. Sur le volet sanitaire, des contrôles ont été menés sur les conditions de conservation des produits, l'hygiène des locaux et le respect de la chaîne du froid. La direction du commerce appelle les consommateurs à signaler tout abus ou manquement, et réaffirme son engagement à protéger les droits des citoyens et à assurer un marché transparent, sain et équitable.

ANNABA / PROTECTION CIVILE :
Bilan hebdomadaire : Plus de 700 interventions dont 397 évacuations sanitaires

S.Y
La direction de la protection civile de la wilaya d'Annaba a rendu public son bilan hebdomadaire des interventions réalisées entre le 13 et le 19 avril. Un total de 718 opérations d'assistance, de secours et de lutte contre les risques ont été

recensées à travers l'ensemble du territoire de la wilaya. Le volet le plus important concerne les opérations d'évacuation sanitaire, avec 397 interventions enregistrées. Ces actions ont permis la prise en charge et le transfert vers les structures hospitalières de 392 personnes, souffrant de divers malaises ou

blessures. Les accidents de la route continuent de constituer une part non négligeable des sollicitations. Au cours de la période considérée, 27 accidents ont été enregistrés sur les routes de la wilaya. Ces incidents ont fait 32 blessés, qui ont tous été secourus par les équipes d'intervention

avant d'être évacués vers les établissements de santé. Les unités de la protection civile ont également dû faire face à 21 départs de feu, notamment des incendies électriques et des feux d'herbes sèches. Grâce à une intervention coordonnée, tous ces sinistres ont été maîtrisés sans propagation majeure. Enfin,

les agents de la protection civile ont mené 164 interventions diverses, allant de l'assistance aux personnes en détresse à des missions de prévention. Ces opérations ont permis de secourir trois personnes blessées, qui ont été prises en charge sur place puis évacuées vers les centres hospitaliers.

ANNABA / AIN EL BERDA :
Renversement d'un véhicule touristique à la RN21

Imen.B
Un véhicule touristique a dérapé, hier, dans la journée au niveau de la RN 21 sise la région Nassabia relevant de la daïra d'Ain El Berda. Il est à déplorer

un blessé âgé de 42 ans qui a été secouru par les agents de la protection civile et des dégâts matériels importants du véhicule. En effet, le véhicule a dérapé et s'est renversé au milieu de la route. Sitôt avertis, les éléments de la

protection civile se sont rendus sur les lieux de l'accident, et ont évacué les victimes vers l'hôpital d'Ain El Berda, après avoir reçu les premiers soins sur place. Les causes de l'accident ne sont pas connues, mais généralement

le délit de l'excès de vitesse est remarqué dans ce genre d'accidents qui se produisent sur les routes. Heureusement qu'aucun décès n'est à déplorer. Une enquête a été ouverte afin de connaître les raisons exactes de ce sinistre.



ANNABA / CITÉ 5 JUILLET (EX-LES HONGROIS) :
Salubrité : Les vieux réflexes reviennent

Tayeb Zgaoula
Les habitants de la cité du 05 juillet appelée communément désignée "Les Hongrois" réclament depuis plusieurs mois des

bacs à ordures et se plaignent des ordures jetées à même le sol rendant ainsi l'atmosphère irrespirable du fait des odeurs qui se répandent, défigurant ainsi une cité, réputée pour sa propreté et son calme.

Selon les habitants, il a fallu la visite du wali Abdelkader Djellaloui, accompagné du ministre de la poste et des télécommunications, qui a procédé à la pose de la première pierre pour la

construction d'une agence commerciale, pour que les services communaux déposent des bacs des ordures sur tout le trajet emprunté par la délégation. Seulement les habitants de l'autre rive

inférieure se plaignent jusqu'à aujourd'hui d'un manque criard de bacs où les déchets ménagers sont jetés sur le sol et la chaussée. Peut-on dans ces conditions parler de propreté ?

CONSTANTINE :
Hamzaoui souligne l'importance de former les jeunes scouts à l'administration électronique

La nécessité de former les jeunes scouts à l'utilisation de l'E-administration (administration numérique) a été soulignée, samedi à Constantine, par le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Abderrahmane Hamzaoui. Intervenant en marge de la clôture du 1er séminaire national sur la numérisation, organisé au centre national de formation, de perfectionnement et de recyclage des personnels des collectivités locales, M. Hamzaoui a ajouté que cette formation "permettra

aux jeunes scouts de maîtriser la gestion des différents aspects de cette organisation nationale qui repose sur l'inculcation de valeurs telles que la solidarité et l'entraide et cela, à travers la numérisation, considérée comme l'une des priorités du commandement général des SMA". Coïncidant avec la célébration de "Youm El Ilm" (Journée du Savoir), ce séminaire s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat et de la politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

visant la généralisation de la numérisation, a également indiqué le commandant général des SMA, mettant l'accent sur l'importance qu'accorde son mouvement à l'éducation des jeunes et à l'inculcation de l'amour de la patrie. M. Hamzaoui, soulignant que les jeunes constituent le "cœur battant de la nation et de la société", a précisé qu'un avenir radieux du pays est "étroitement lié à une bonne formation adaptée aux exigences du monde d'aujourd'hui, marqué par la prédominance des

technologies de l'information et de la communication", d'autant que le nombre d'adhérents au mouvement scout a atteint "300.000 membres à travers le territoire national, répartis sur 2.000 groupes. L'organisation de cette rencontre nationale de 3 jours avait pour objectif d'évaluer et de développer la plateforme numérique mise en place depuis une année en Algérie en vue de la gestion de cette organisation nationale aux plans administratif, financier et technique, a indiqué, de son côté, le responsable de ce



séminaire, Yacine Boudier. Des représentants venus d'une quarantaine de wilayas étaient présents à ce 1er séminaire qui s'est décliné sous la forme d'ateliers encadrés par des enseignants universitaires et des spécialistes en la matière.

ANNABA / SÉRAÏDI :
Un chacal repéré en zone urbaine, rapidement maîtrisé par les autorités

Imen.B
Un chacal a été aperçu, hier, au niveau de la placette "Emir Abdelkader" à Seraïdi, provoquant l'étonnement et la curiosité des habitants de

la localité. Alertée par des citoyens, la protection civile est intervenue rapidement pour sécuriser le périmètre et éviter tout danger pour la population. Grâce à une action coordonnée, le secteur a été mis en sécurité dans l'attente de l'arrivée des

services forestiers, qui ont pris le relais pour capturer l'animal sain et sauf. Le chacal a ensuite été transféré dans une zone protégée, dédiée à la préservation de la faune sauvage, conformément aux protocoles de protection

animale. Les autorités rappellent que la présence occasionnelle d'animaux sauvages près des zones habitées peut être liée à des déséquilibres dans leur habitat naturel, notamment causés par les activités humaines ou les changements climatiques. La

commune de Séraïdi remercie les citoyens pour leur vigilance et souligne l'importance de signaler rapidement toute apparition d'animaux sauvages afin de garantir la sécurité de tous, tout en préservant la biodiversité locale.

Emmanuel Macron a atterri à Mayotte, première étape d'une tournée de cinq jours dans l'océan Indien

Souveraineté française contestée, ambitions de la Chine et de la Russie... Le chef de l'Etat va devoir jouer les équilibristes. Il est lundi à Mayotte, où la reconstruction se fait attendre, quatre mois après le passage dévastateur du cyclone Chido, selon le monde fr.

Emmanuel Macron est arrivé, lundi 21 avril, à Mayotte, première étape d'une tournée de cinq jours dans l'océan Indien. L'avion du chef de l'Etat a atterri à 8 h 15 (7 h 15 à Paris) à Mamoudzou, chef-lieu du département le plus pauvre de France. Il va passer une journée à la rencontre de la population et des élus et faire le point sur la reconstruction de l'archipel, encore meurtri par le passage du cyclone Chido, en décembre 2024.

« Je veux rendre hommage à la force de résistance de tout le peuple mahorais, a déclaré à la presse le président de la République, sur le tarmac de l'aéroport. On a répondu



à l'urgence extrême. Maintenant, je suis là pour faire le constat de ce qui est bien fait, ce qui n'est pas assez bien fait, pour donner un coup d'accélérateur. » Il est accompagné de Manuel Valls (ministre des outre-mer), d'Annie Genevard (agriculture), de Yannick Neuder (santé) et de Thani Mohamed-Soilihi (francophonie).

Lors de cette tournée, M. Macron va

réaffirmer les ambitions françaises de puissance régionale et une volonté de coopération renforcée avec les Etats du sud-ouest de l'océan Indien. Après des étapes à Mayotte et à La Réunion, les deux départements aux avant-postes de la présence française dans cette zone, il se rendra à Madagascar et à l'île Maurice. Jeudi, il participera à Antananarivo, la capitale malgache, au cinquième

sommet de la Commission de l'océan Indien (COI), qui réunit cinq Etats insulaires (Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles, France au titre de La Réunion).

Soutien russe aux revendications de Madagascar

Grâce à ses multiples îles et îlots à travers les océans, la France possède le deuxième espace maritime du monde (10 millions de kilomètres carrés), dont 27 % dans cette partie du globe. Avec les îles Eparses (Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India), des « confettis » quasi inhabités – sans compter Mayotte, au Nord –, elle contrôle plus de la moitié de la surface du canal du Mozambique, redevenu un carrefour stratégique du transport maritime international. Elle dispose également de moyens militaires, dont une base navale à La Réunion, et économiques conséquents par rapport aux pays riverains.

Mais Madagascar revendique la

souveraineté sur les îles Eparses tout comme les Comores sur Mayotte, qui s'en est détaché lors de leur indépendance, en 1975, pour rester française. L'île Maurice réclame, de son côté, Tromelin au nord de La Réunion.

Le canal du Mozambique renferme d'importantes réserves en hydrocarbures et halieutiques. Le rôle de la France y est désormais disputé par la Chine, qui investit massivement dans la zone, notamment à travers le développement de ports, et dispose d'une importante flotte de pêche. Les Etats-Unis, la Russie et l'Inde y renforcent également leur présence. Russes et Chinois y ont mené des exercices militaires avec l'Afrique du Sud. La Russie, après avoir tenté en vain d'adhérer à la COI en 2020, a apporté son soutien à Madagascar dans sa revendication sur les îles Eparses, tout comme aux Comores, dont elle s'est rapprochée, pour Mayotte.

En RDC, le gouvernement suspend les activités du parti de l'ex-président Joseph Kabila

Le gouvernement congolais accuse le PPRD de garder un « silence complice » face au groupe armé M23 qui contrôle en partie l'est du pays, selon le monde fr.

Le gouvernement congolais a ordonné la suspension des activités du parti de l'ex-président Joseph Kabila. Cette décision, jugée « arbitraire » par le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), a été publiée par le ministère de l'Intérieur le samedi 19 avril et s'applique « sur toute l'étendue du territoire national ». Le gouvernement accuse M. Kabila d'« activisme avéré », et son parti de garder un « silence coupable voire complice » face au groupe armé M23 (« Mouvement du 23 mars ») soutenu par le Rwanda dans l'est de la République démocratique du Congo.

Cette annonce intervient dans un contexte politique tendu entre le pouvoir du président Félix Tshisekedi et le camp de son prédécesseur Joseph Kabila, qui a récemment annoncé son retour dans l'est de la RDC, en partie contrôlé par le M23. Joseph Kabila avait dirigé la RDC pendant 18 ans (2001-2019) avant de transmettre le pouvoir à Félix Tshisekedi au prix d'un accord de coalition qui a éclaté au bout de deux ans.

Le PPRD « dénonce une décision arbitraire fondée sur des rumeurs et des affabulations » pour « cacher l'échec » du régime dans la gestion du conflit M23, a déclaré son Secrétaire général adjoint permanent, Ferdinand Kambere. Le parti d'opposition revendique également le droit de critiquer « la gestion chaotique » de la crise dans l'Est.

Pour sa part, le ministère de

l'Intérieur dénonce « l'attitude ambiguë » de M. Kabila qui « n'a jamais condamné » la rébellion du M23, ni le soutien du Rwanda à ce groupe armé antigouvernemental. Il condamne également le « choix délibéré » de l'ancien chef de l'Etat de « rentrer au pays par la ville de Goma sous contrôle de l'ennemi qui assure curieusement sa sécurité ».

Joseph Kabila « peut habiter partout où il veut, il peut aller partout où il veut s'il se sent sécurisé. Ce n'est pas une infraction » s'il se rend à Goma dans un territoire « abandonné par le pouvoir en place, et qui est aujourd'hui occupé par le M23 », a rétorqué M. Kambere.

Des poursuites judiciaires contre Joseph Kabila

Dans un autre communiqué, le ministère de la Justice indique avoir demandé au procureur général près la Cour de cassation « d'engager



des poursuites judiciaires » contre Joseph Kabila « pour sa participation directe » au M23.

Le conflit dans l'est de la RDC s'est intensifié ces derniers mois avec la prise par le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda et son armée, des deux grandes villes de la région : Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, et Bukavu,

capitale du Sud-Kivu.

Le président Félix Tshisekedi a accusé à plusieurs reprises ces derniers mois son prédécesseur Joseph Kabila de préparer « une insurrection » et de coordonner ou d'appartenir à l'Alliance Fleuve Congo (AFC), mouvement politico-militaire dont le M23 fait partie.

Le gel de l'aide étrangère américaine aggrave la situation sanitaire dans les zones de conflit

La bande de Gaza et le Soudan sont déjà touchés par cette décision qui affecte « la capacité de l'OMS à assurer la surveillance et la détection des maladies » au niveau mondial, s'inquiète l'agence onusienne pour la santé, selon le monde fr.

Le désengagement massif des Etats-Unis de l'aide internationale risque d'aggraver la situation humanitaire dans des zones de conflit où les systèmes de santé sont déjà très éprouvés, a averti, dimanche 20 avril, Hanan Balkhy, directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la Méditerranée orientale.

Depuis sa prise de fonction en janvier, le président Donald Trump a gelé l'aide étrangère américaine, dont d'importants programmes visant à améliorer la santé dans le monde, et démantelé l'USAID, l'agence américaine pour le développement, qui gèrait un budget annuel de 42,8 milliards de dollars, représentant à lui seul 42% de l'aide humanitaire.

Washington a aussi annoncé son retrait de l'OMS, qui va devoir diminuer son budget d'un cinquième, réduisant ses missions et son personnel. Les Etats-Unis, qui furent pendant longtemps le principal contributeur de l'agence onusienne, n'ont pas payé leur contribution pour 2024 et

pourraient ne pas le faire en 2025. Or, « l'OMS joue un rôle essentiel dans le maintien des systèmes de santé, leur réhabilitation, la formation et le déploiement des équipes médicales d'urgence », souligne Hanan Balkhy. « Bon nombre de ces programmes sont aujourd'hui arrêtés ou ne pourront pas se poursuivre. »

« Les virus ne connaissent pas de frontières »

Dans la bande de Gaza, où la situation sanitaire et catastrophique et les destructions immenses, un an et demi de combats entre l'armée israélienne et le Hamas palestinien a mis hors service la majorité des hôpitaux. « Le soutien des équipes médicales

d'urgence, l'approvisionnement en médicaments, la réhabilitation des infrastructures de santé : tout cela a été immédiatement affecté par le gel de l'aide américaine », affirme Mme Balkhy.

Au Soudan, l'agence est confrontée à des difficultés croissantes alors que la guerre qui fait rage depuis deux ans entre l'armée et les paramilitaires a déplacé des millions de personnes. Plusieurs régions sont touchées par au moins trois épidémies : le paludisme, la dengue et le choléra. « Nous travaillons de manière intense pour identifier les pathogènes émergents ou réémergents, afin de protéger les Soudanais, mais aussi le reste du

monde », dit-elle.

Le retrait des Etats-Unis de l'OMS compromettra également des canaux de communication établis de longue date avec les meilleures universités, centres de recherche et institutions de santé publique du pays. Cela risque d'entraver le partage d'informations, crucial pour anticiper des crises sanitaires comme une future pandémie et affecterait donc « notre capacité à assurer la surveillance et la détection des maladies » au niveau mondial, ajoute la responsable de l'OMS. Car, rappelle-t-elle, « ces bactéries et virus ne connaissent pas de frontières et sont indifférents à la conjoncture politique humaine ».

UKRAINE:

Fin d’une trêve qui, selon Kiev, «n’a jamais commencé»

En Ukraine, alors que la trêve annoncée par Vladimir Poutine n’a finalement pas eu lieu, les attaques ont repris de plus belle après sa fin toute théorique aux premières heures de lundi 21 avril, selon RFI. En Ukraine, les habitants ne croyaient pas en cette trêve surprise annoncée par Vladimir Poutine l’après-midi du samedi 19 avril. Ce cessez-le-feu qui devait durer 30 heures n’aura finalement pas eu lieu rapporte notre correspondante à Kiev, Emmanuelle Chaze. Si une accalmie a effectivement été observée dans les airs, au-dessus des civils ukrainiens dans l’ensemble du pays pendant 24h, les armes le long de la ligne de front ne se sont pas tues. Alors que la Russie accuse

l’Ukraine d’avoir violé la trêve, Kiev dénonce près de 3 000 violations côté russe, avec le plus fort des combats dans le secteur de Pokrovsk. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, précise qu’une centaine d’assauts russes ont été lancés contre des positions ukrainiennes, et renouvelle son offre d’observer la proposition américaine d’un cessez-le-feu, au moins partiel, et au moins sur les infrastructures civiles, de 30 jours, comme cela avait été évoqué le 11 mars. Une proposition faite par Volodymyr Zelensky alors que les sirènes ont à nouveau retenti dans le ciel ukrainien peu après minuit et jusqu’aux premières heures du jour dans plusieurs régions, un nouvel essaim de drones kamikazes russes

enterre pour l’instant l’espoir de cessez-le-feu. Pour sa part, Moscou évoque des tentatives infructueuses d’attaques sur ses positions dans la région de Donetsk avec plus de 400 tirs d’artilleries et plus de 900 attaques de drones. Des actions militaires ukrainiennes aussi contre les régions russes frontalières dans lesquelles « des civils ont été tués ou blessés » selon les officiels russes qui se sont empressés de doucher toute perspectives d’accalmie durable. « Vladimir Poutine n’a pas ordonné de prolongement de la trêve pascalle au-delà » de son expiration a précisé le porte-parole du Kremlin. Malgré les promesses de Donald Trump de mettre fin au conflit en un jour, les espoirs d’une paix durable s’éloignent un peu plus



chaque jour. Aux États-Unis les réfugiés ukrainiens se demandent même s’ils vont pouvoir rester alors que la Maison Blanche a dit réfléchir à la possibilité de mettre fin au statut de protection dont ils bénéficient. Misha est originaire

de Zaporijjia au sud de l’Ukraine, lui est arrivé aux États-Unis avant l’invasion russe, mais il manifestait ce weekend devant le Capitole à Austin en soutien à son pays où l’a rencontré notre envoyé spécial Nathanaël Vittrant.

HAÏTI

De nouveaux affrontements mortels entre forces de l’ordre et gangs armés près de Port-au-Prince

La question de la sécurité en Haïti s’invite de nouveau à l’agenda du Conseil de sécurité de l’ONU ce lundi 21 avril. Entre temps, la situation s’aggrave de plus en plus à Port-au-Prince, notamment à Kenscoff, ville autrefois paisible qui continue de subir l’assaut des gangs armés. Ce week-end, la commune située dans l’arrondissement de la capitale a de nouveau été secouée par des affrontements mortels entre les forces de l’ordre et des gangs lourdement armés, décidés à s’emparer de la région. Dans la commune de Kenscoff, située dans les hauteurs de



Pétion-ville, la semaine pascalle a été loin d’être sainte. Ce week-end, les gangs armés ont fait chanter la poudre et semé le deuil

dans le camp des Forces armées d’Haïti, selon Jean Massillon, maire de la ville. « Ce matin, ils ont recommencé à tirer sur

des membres de la population. Comme ça, il y avait un backup des Forces armées qui venait du centre-ville pour apporter du renfort aux soldats déjà sur le terrain. Malheureusement, il y a eu des morts du côté des soldats. » Décidément, les gangs veulent étendre leurs tentacules jusqu’au cœur de cette commune encore considérée, il y a peu, comme un havre de paix. Selon le maire, les bandits veulent prendre le contrôle de cette région afin de pouvoir renforcer leur emprise sur toute la capitale : « Kenscoff est une zone stratégique. Leur objectif est d’abord de s’emparer

de cette commune pour ensuite pouvoir prendre le contrôle des autres espaces du département de l’Ouest. » Alors que les gangs ont montré qu’ils ne comptent pas reculer, les forces de l’ordre n’entendent pas lâcher du lest, affirme le maire : « Nous ne voulons pas cohabiter avec les gangs. C’est pourquoi nous allons mobiliser toutes nos forces pour aider la police à les repousser. » Repousser les gangs est une mission qui semble difficile pour les autorités concernées, car les criminels gagnent un peu plus de terrain chaque jour.

Le désarmement du Hezbollah est une question “délicate”, souligne le président libanais

Le président libanais, Joseph Aoun, a qualifié dimanche le désarmement du Hezbollah de question « délicate », avertissant que l’imposer par la force pourrait conduire le pays à la « ruine », selon Arabenews. M. Aoun a fait cette déclaration après que le ministère libanais de la Santé a annoncé la mort de deux personnes dans de nouvelles attaques israéliennes dans le sud du pays, malgré la trêve en vigueur entre Israël et le Hezbollah. Le monopole étatique des armes est une « question sensible, délicate et fondamentale pour la préservation de la paix civile », a déclaré M. Aoun à des journalistes, soulignant qu’elle devait être

abordée avec « discernement et responsabilité ». « Nous le mettrons en place, mais il faut d’abord que les circonstances le permettent », a-t-il assuré. Personne ne parle de calendrier ou de pression. « Les questions intérieures controversées ne peuvent être abordées que dans un esprit de dialogue et de concertation, sans confrontation. Sinon, nous mènerons le Liban à la ruine », a-t-il mis en garde. Le Hezbollah pro-iranien, longtemps force dominante au Liban, est sorti affaibli de plus d’un an d’hostilités avec Israël, dont deux mois de conflit ouvert, déclenchées par la guerre à Gaza.

« Le Hezbollah ne permettra à personne de le désarmer », a affirmé vendredi son secrétaire général, Naïm Qassem, alors que Washington, grand allié d’Israël, fait pression sur Beyrouth pour cela. Il s’est dit prêt à engager un « dialogue » voulu par l’État libanais sur une « stratégie de défense », « mais pas sous la pression de l’occupation et de l’agression israéliennes. Israël poursuit ses attaques au Liban, ciblant le Hezbollah, en dépit du cessez-le-feu en vigueur depuis le 27 novembre. Le pays occupe toujours cinq positions qu’il juge « stratégiques » dans le sud du pays.



Dimanche encore, le ministère de la Santé a fait état d’un raid israélien « contre un véhicule à Kaouthariyet al-Saiyad », entre les villes méridionales de Saïda et Tyr, qui a fait un mort et deux

blessés. Peu après, il a annoncé qu’une attaque séparée de l’« ennemi israélien » sur « une maison à Houla », à proximité de la frontière, avait fait un mort.

Mercato : Ça chauffe pour Maza au Bayer Leverkusen

Ça chauffe sérieusement entre Ibrahim Maza et le Bayer Leverkusen ! À en croire plusieurs médias allemands, dont le très réputé Bild, le jeune international algérien est en passe de devenir la première recrue estivale du champion en titre de Bundesliga. Auteur d’une saison prometteuse avec le Hertha Berlin malgré la relégation du club en D2 allemande, Maza (19 ans) a tapé dans l’œil de plusieurs cadors européens, dont Manchester City. Mais c’est bien Leverkusen qui semble avoir pris une longueur d’avance dans ce dossier.

Selon PlettGoal, les négociations entre le Hertha et le Bayer sont déjà bien entamées. Le club de Xabi Alonso serait prêt à déboursier une somme avoisinant les 14 millions d’euros pour s’attacher les services du meneur de jeu algérien. Une somme jugée suffisante pour convaincre les dirigeants berlinois de lâcher leur pépite. Toujours d’après Bild, Ibrahim Maza est pressenti pour succéder à Florian Wirtz, dont le départ est très probable cet été. Le profil du jeune Fennec – créatif, technique et doté d’une belle vision de jeu – correspond parfaitement aux standards

offensifs du Bayer, qui mise sur la jeunesse et le dynamisme. Si rien n’est encore signé, tout laisse à penser que le transfert pourrait être officialisé dans les jours à venir. Ce serait un énorme bond en avant pour la carrière de Maza, qui rejoindrait ainsi un club de Ligue des champions, avec un entraîneur reconnu pour sa capacité à faire progresser les jeunes talents. Une chose est sûre : le feuilleton Maza–Leverkusen est loin d’être un simple bruit de couloir. Il s’agit bien d’un dossier chaud, qui pourrait rapidement se conclure.



Saudi Pro League / Al Ahli Saudi FC : Distinction pour Riyad Mahrez



Il est dans une forme étincelante. Et quoi de mieux qu’une récompense pour sa prestation XXL lors du dernier match d’Al Ahli Saudi FC en Saudi Pro League face Al Fayha FC (succès 5-0). En effet, Riyad Mahrez a vu sa réalisation lors de ce match être choisie comme but de la 28e journée du championnat saoudien. Il y a quatre jours, les cinq buts des Ahlaouis portaient sa griffe. Avec trois passes décisives, un penalty obtenu et un but, le capitaine de l’équipe nationale a livré le match parfait. Ainsi, il atteignait la 55e contribution avec la formation de Djeddah

depuis sa signature à l’été 2024 en provenance de Manchester City.
Mahrez, as de la finesse et de la précision
En plus de ses superbes statistiques, Mahrez allie l’esthétique. En effet, s’il n’a trouvé la faille qu’une fois lors de la 28e journée de la SPL, il l’a fait en toute élégance. Et sa réalisation était le “goal of the week” en Arabie saoudite. Contrôle, passements de jambes pour fixer les défenseurs et un ballon placé en finesse dans le petit filet du portier adverse pour clôturer le spectacle, Mahrez a fait l’étalage de sa technique

hors du commun. Revenu en forme depuis quelques mois, le Fennec est clairement l’atout principal d’Al Ahli Saudi FC. Il en est le maître à jouer pour la deuxième saison de suite. Dès lors, on peut clairement dire que les Saoudiens ont réalisé une très belle affaire en le signant. Aujourd’hui, il fait partie des têtes d’affiche de la SPL. Et le fait d’avoir un Mahrez qui retrouve ses sensations et sa maîtrise ne peut qu’aider l’EN. Surtout à l’approche d’importantes échéances avec la les éliminatoires de la Coupe du Monde 2026 et la CAN 2025.

Titraoui, étoile montante de Charleroi

Auteur d’une première saison tout bonnement impressionnante avec le Royal Sporting Charleroi, Yassine Titraoui a brillé pour la large victoire des siens face à Malines. La paire Zorgane - Titraoui est l’une des plus grandes réussites de Charleroi cette saison. Cette affirmation, peu de suiveurs du football belge pourront la contredire, tant les deux milieux algériens auront été des acteurs majeurs d’une saison qui pourrait permettre à leur club de disputer une compétition européenne. La Pro League de Belgique raffolant des play offs, Charleroi affrontait ainsi hier Malines et Rafik Belghali, Ahmed Touba étant blessé et indisponible. La victoire du RCSC fut nette et sans appel : 3-0, propulsant le club à une place qui lui permettrait de jouer la prochaine Ligue Europa Conference. Titraoui, lui, fut comme d’habitude à la hauteur. Remplacé à la 68ème minute, le milieu a réussi 98% de ses passes, gagné la totalité de ses duels au sol et contribué au jeu défensif des siens. Aux côtés d’un Zorgane très offensif et qui a pour sa part disputé l’intégralité du match, il est donc l’un des grands artisans d’une fin de saison palpitante pour Charleroi.



Le Real Madrid crie encore au complot

Malgré sa victoire face à l'Athletic (1-0) à la maison dimanche soir, le club de la capitale espagnole l'a encore mauvaise...

Le Real Madrid était condamné à la victoire dimanche soir face à l'Athletic, quelques jours après cette grosse déception européenne et cette élimination en quarts de finale de Ligue des Champions contre Arsenal. Heureusement pour Carlo Ancelotti et ses hommes, Fede Valverde a réussi à inscrire le seul et unique but de la partie dans le temps additionnel de la seconde période, permettant aux siens de rester à 4 points du Barça au classement de la Liga. De quoi réconcilier un peu le

Bernabéu avec ses joueurs, et même si Kylian Mbappé a été copieusement sifflé, d'autres joueurs comme l'Uruguayen ont été ovationnés. Mais surtout, le club madrilène a, via sa télévision Real Madrid TV, formulé de nouvelles critiques envers l'arbitrage. Depuis des mois déjà, le Real Madrid peste contre les arbitres du championnat espagnol, ainsi que les horaires établis par la Liga pour les rencontres, et il s'en est encore pris aux hommes au sifflet après la victoire face aux Basques.

Un complot pour offrir la Liga au Barça ?

Plusieurs actions font polémique, aux yeux des Madrilènes du



moins : le but annulé à Vinicius Jr en raison d'un hors-jeu d'Endrick au départ, ainsi qu'un possible penalty non sifflé sur Jude Bellingham. Le média officiel du club a aussi diffusé

des images du duel entre le Barça et le Celta, se plaignant de la non-expulsion de Raphinha et du penalty qui a été accordé en toute fin de partie. C'est un système tiers-mondiste. « C'est

rire à la face des fans de foot en général et du Real Madrid. C'est une énorme honte », a-t-on par exemple entendu.

« Dans ce nouveau foot, on siffle ces penaltys quand ils sont contre le Real Madrid. Cette saison, c'est arrivé avec Camavinga contre Osasuna. Si ça c'était penalty, pourquoi ce n'était pas penalty sur Bellingham ce soir ? Martinez Munuera (l'arbitre, NDLR) avait déjà volé une Liga au Real Madrid il y a quelques années, et il a été sur le point de signer un doublé », a aussi lancé un des intervenants de la chaîne madrilène, accusant les arbitres de vouloir donner la Liga aux Barcelonais. La Liga est plus que jamais sous tension...

Real Madrid : Le boss du Bayer Leverkusen fait une grande annonce sur Xabi Alonso

Avec un Carlo Ancelotti plus que jamais sur la sellette, le nom de Xabi Alonso est à nouveau cité dans les travées du Bernabéu. Présent à Madrid pour la remise des trophées Laureus, le PDG du club allemand a confirmé qu'un accord existait avec son coach en vue d'un départ.

Revenu au Real Madrid en 2021, Carlo Ancelotti a de nouveau fait des merveilles avec les Merengues. L'homme de la Décima (2014) a su ajouter deux autres Ligas au palmarès de la Casa Blanca (2022, 2024). Mais malgré ses deux doublés, l'Italien a de très fortes chances de ne pas résister à la crise actuelle du Real Madrid. Éliminé sans gloire de la C1 par Arsenal (0-3, 1-2), distancé en championnat par le FC Barcelone, le champion d'Europe en titre pourrait boucler

une saison blanche en gros titre. Ce qui ferait tache l'année où Florentino Pérez pensait rendre son équipe encore plus forte avec l'arrivée de Kylian Mbappé.

Madrid peut encore sauver les meubles s'il remporte la finale de la Coupe du Roi le 26 avril prochain, mais l'impression générale laissée par l'équipe d'Ancelotti n'est pas bonne. Et comme souvent, c'est l'entraîneur qui risque de trinquer. Poussé vers la sortie en 2015, Ancelotti pourrait bien connaître le même sort d'ici la fin de la saison. Une fois encore, le nom de Xabi Alonso revient avec insistance pour le remplacer. Jeune entraîneur de 43 ans déjà sacré en Bundesliga, l'ancien milieu de terrain merengue coche toutes les cases pour s'asseoir sur le banc de touche merengue. Sous contrat avec le Bayer Leverkusen jusqu'en 2026,

Alonso sera-t-il l'heureux élu ? Présent à Madrid dans le cadre des trophées Laureus, le PDG du club allemand, Fernando Carro, a été assailli de questions par la presse espagnole. L'occasion pour lui de faire une révélation.

« Nous ne lui mettrons pas de bâtons dans les roues »

« La décision doit être prise dans les trois ou quatre prochaines semaines, nous ne pouvons pas attendre la fin de la saison. Nous le saurons avant la fin de la saison. Nous avons un gentleman's agreement selon lequel si une équipe pour laquelle il a joué se présente, nous nous assiérons et discuterons et nous ne lui mettrons pas de bâtons dans les roues. Il a joué pour le Bayern, Liverpool, le Real Madrid et la Real Sociedad. Peut-être que la Real Sociedad viendra aux nouvelles (rires) (...) Je suis serein, car notre



relation avec Xabi Alonso est très bonne. Nous sommes conscients que dans le football, il peut y avoir des situations où des changements dans un club affectent les autres. La réalité, c'est que nous préparons la saison prochaine avec lui. Nous travaillons tous les jours et il est impliqué dans la préparation de l'année prochaine », a-t-il déclaré dans des propos relayés par Relevo, avant de confier qu'il n'y a aucune brouille avec la Casa Blanca.

« S'il y avait un intérêt de la part d'un autre club et qu'il

souhaitait partir, nous avons une relation qui devrait être discutée. Notre souhait est qu'il continue. J'aimerais que Madrid remporte toutes les compétitions auxquelles il participe, car alors il n'y aurait pas de discussions. Ils ont été éliminés de la Ligue des Champions, mais ils peuvent gagner le championnat et la coupe. Nous pouvons spéculer beaucoup, mais pour l'instant il n'y a rien. Nous les connaissons. Nous avons de très bonnes relations avec le Real Madrid. Je n'ai rencontré Florentino Pérez qu'une seule fois, mais j'ai d'excellentes relations avec José Ángel Sánchez (le directeur général de la Casa Blanca, ndlr). Nous avons eu un joueur en prêt à Leverkusen, nous avons parlé de nombreux joueurs par le passé. Il y a une relation fluide entre deux clubs qui se respectent mutuellement. » Affaire à suivre.

Le RB Leipzig baisse encore le prix de Xavi Simons

Le club de Bundesliga a fixé un nouveau prix pour Xavi Simons, qui n'est plus vraiment en état de grâce à Leipzig.

Il y a quelques semaines seulement, le RB Leipzig annonçait avoir recruté, définitivement, Xavi Simons, qui était jusque là prêté par le Paris Saint-Germain. Arrivé en Allemagne à l'été 2023, le joueur formé à La Masia du FC Barcelone s'est rapidement imposé comme le leader offensif de l'équipe et un des meilleurs joueurs du championnat germanique, terminant l'exercice 2023/2024 avec 10 buts et 15 passes décisives en 43 rencontres toutes compétitions confondues. Leipzig n'a donc pas hésité à poser 80 millions d'euros sur la



table pour se l'offrir en janvier dernier...

On évoquait déjà une revente dépassant les 100 millions

d'euros lors du prochain mercato estival, avec une belle brochette de cadors anglais intéressés par les services de l'ancien Parisien.

Seulement, ces derniers temps, les choses se sont compliquées pour lui. Son niveau a baissé, et c'est une des raisons qui expliquent la saison décevante de Leipzig, quatrième en Bundesliga avec seulement 49 points pris en 30 rencontres de championnat. Dès le mois de mars, la presse allemande évoquait même un futur départ acté à l'amiable...

Il a ouvert la porte à un départ

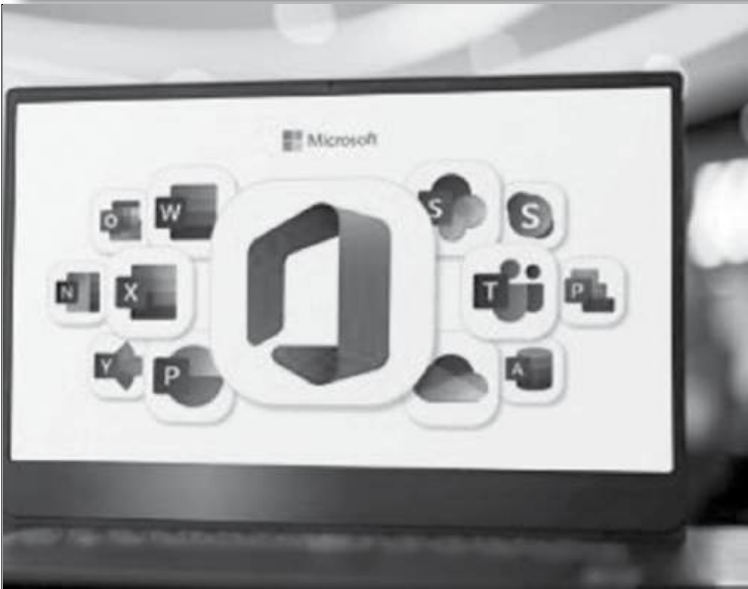
Et dans des propos rapportés par Sky Sport Germany, il a ouvert la porte à un départ. « Je suis encore un jeune joueur, j'ai beaucoup de rêves - et le club le sait. Mais pour l'instant, la chose la plus importante pour moi est de bien jouer dans les prochains matchs. Ensuite, nous avons les matchs internationaux, et après cela, nous nous asseyons et voyons

ce qui se passe », a-t-il lancé, alors que le média indique que Manchester United et Liverpool, parmi d'autres, sont intéressés.

Il a aussi été question de Manchester City récemment, les Skyblues se cherchant un remplaçant pour Kevin de Bruyne, qui partira cet été au terme de son contrat après dix saisons passées du côté de l'Etihad Stadium. Surtout, le média indique que son prix de départ a été fixé à 80 millions d'euros, loin des 100 millions d'euros prévus au départ, et tout indique en plus que les clubs intéressés pourront négocier en dessous de ces 80 millions. Autant dire que Xavi Simons pourrait être une des bonnes affaires de ce prochain mercato...



La saga Microsoft en chiffres chocs



Microsoft, fondée en 1975 par Bill Gates et Paul Allen, fête ses 50 ans en 2025. L'entreprise a connu de grands succès, comme Windows et Microsoft 365, mais aussi des échecs cuisants face à ses concurrents. Aujourd'hui, Microsoft investit massivement dans l'intelligence artificielle et le cloud. Coup d'œil dans le rétroviseur sur l'histoire de ce géant de l'informatique.

Fondée en 1975 par deux amis d'enfance, Bill Gates et Paul Allen, Microsoft fête ses 50 ans le 4 avril. Retour en chiffres sur les succès et les revers de ce géant américain de la tech.

Le groupe américain a lancé en 1990 la suite bureautique Office, qui regroupait à l'origine les logiciels de tableur Excel, de présentations PowerPoint et de traitement de texte Word.

La mise sur le marché en 2011 d'Office 365 (désormais connu sous le nom de Microsoft 365) a marqué la transition vers un

modèle d'abonnement basé sur le « cloud » (informatique à distance), avec accès à une gamme de services en ligne (messagerie Outlook, visioconférence Teams, stockage en ligne OneDrive, etc.)

Pour Microsoft, le nom « 365 » est censé évoquer l'accessibilité à ses services tous les jours de l'année. Microsoft 365 comptait 86,3 millions d'abonnés à travers le monde fin 2024, selon les derniers résultats publiés par le groupe.

Le navigateur Internet Explorer, lancé en 1995, a pendant plusieurs années dominé l'accès à internet, jusqu'à avoir en 2003 une part de marché de 95 %, selon le site WebSideStory.

Mais d'importantes failles de sécurité sur plusieurs versions du navigateur -- dont la 6 qui fut décrite par le magazine américain PC World comme « le logiciel le moins sûr de la planète » -- ont nui à sa réputation et les internautes lui ont progressivement préféré des

navigateurs concurrents.

Internet Explorer a été retiré du marché en 2022, le groupe se concentrant sur son autre navigateur, Edge, lancé en 2015. Ce dernier n'avait plus en février 2025 qu'une part de marché de 5,3 %, loin derrière Google Chrome (66,3 %) et Safari du groupe Apple (18 %), selon le site spécialisé Statcounter.

Windows occupe 70,5 % de part de marché sur PC, Microsoft 365 compte 86,3 millions d'abonnés et la plateforme Azure représentant 21 % du marché mondial. © Monticellllo, Adobe Stock

Windows occupe 70,5 % de part de marché sur PC, Microsoft 365 compte 86,3 millions d'abonnés et la plateforme Azure représentant 21 % du marché mondial. © Monticellllo, Adobe Stock

Les cinquante premières années de Microsoft ont été marquées par des succès retentissants, mais aussi par des fiascos.

En 2010, le géant du logiciel avait ainsi décidé au bout de moins de trois mois d'arrêter sa gamme de téléphones portables Kin, censée séduire une clientèle jeune adepte des réseaux sociaux, mais qui fut un échec commercial. Le Kin a rejoint la liste d'autres appareils aujourd'hui oubliés, comme le baladeur Zune, sorti en 2006, qui n'a jamais pu s'imposer face à l'iPod d'Apple sorti cinq ans plus tôt. Microsoft avait annoncé en 2011 qu'il en arrêterait la fabrication.

Le système d'exploitation vedette de Microsoft, Windows, tournait sur 70,5 % des

ordinateurs de bureau dans le monde en février 2025, largement devant OS X (15,8 %), le système des ordinateurs Mac d'Apple, selon StatCounter.

Cette domination sur les PC mondiaux a contribué à mettre Microsoft (comme les autres géants de la tech Google, Apple, Facebook et Amazon) sous la surveillance étroite des autorités antitrust américaines et européennes, avec parfois des amendes retentissantes à la clé.

Avec Apple et Nvidia, Microsoft est l'une des trois premières capitalisations boursières mondiales : environ 2.900 milliards de dollars à la fin mars.

Microsoft a parié tôt sur l'intelligence artificielle (IA) générative, investissant dans OpenAI avant le lancement de ChatGPT. Il prévoit de dépenser 80 milliards de dollars entre l'été 2024 et l'été 2025 pour construire les nouveaux centres de données et serveurs considérés nécessaires à la nouvelle génération d'IA.

Cependant, face à la concurrence chinoise moins chère (de la start-up DeepSeek notamment), les marchés s'interrogent sur les dépenses colossales en puces de pointe et serveurs dernier cri engagées par Microsoft et les autres grandes entreprises technologiques.

Ces dernières années, le groupe a vu son activité tirée par la plateforme Azure, son vaisseau amiral dans le cloud, qui détenait fin 2024 une part de marché mondiale de 21 %, derrière Amazon Web Services (30 %), selon Synergy Research Group.

En Bref...

Un carnet de notes qui ne dispose que de quatre pages, c'est une étrange idée, mais celui de HEYii fonctionne comme une ardoise magique. Avec un peu plus de classe.

Même s'il existe de nombreuses applications et des stylets pour écrire, dessiner et noter, noircir les pages d'un bloc-notes reste ce qu'il y a de plus naturel et pratique. Pour preuve, les boutiques vendent toujours des carnets et ils sont même devenus des objets personnels et design.

Une startup américaine a décidé de réunir le meilleur de ces deux mondes en créant un carnet léger qui permet d'écrire, d'effacer et de réécrire ce que l'on souhaite. Il s'agit du HEYfold de HEYii et il peut s'apparenter aux ardoises blanches sur lesquelles ont écrit avec des marqueurs effaçables. Le carnet est fin et rigide avec une épaisseur de 4 millimètres. Il s'ouvre comme un livre et dispose de quatre surfaces pour prendre des notes, comme autant de pages.

Contrairement aux surfaces des tableaux blancs effaçables, il est constitué de silicone et d'un revêtement Inksync sur lequel on écrit. Et surtout, il n'y a pas besoin de disposer d'un stylo spécial. Ces pages, dites « éternelles » par son inventeur, fonctionnent avec pratiquement tous les types de stylos et même les plumes. L'encre sèche également plus vite que sur papier.

Pas de magie

L'avantage, c'est que contrairement aux tableaux blancs, lorsqu'on efface les écrits, aucune trace fantôme ne subsiste. Pour cette opération, HEYii propose deux méthodes selon le type d'encre employé : un stylet effaceur, sorte de gomme au bout d'un stylo, ou bien un petit liquide à pulvériser qu'il faut essuyer avec un chiffon fourni. La version de poche de ce petit carnet de notes (14,7 x 10,4 cm) ne pèse que 75 grammes, tandis qu'un modèle plus grand (14,7 x 21 cm) pèse 138 grammes. L'accessoire intègre des aimants pour le placer sur une porte de frigo, par exemple. Pour conserver les écrits en mémoire, il n'y a pas vraiment de magie. Il faut utiliser un smartphone et prendre une photo. L'application fournie permet ensuite de convertir les écrits en fichier graphiques PNG ou bien en PDF.

Une affaire explosive secoue l'automobile

Dix ans après le retentissant scandale du Dieselgate, l'industrie automobile européenne est de nouveau secouée par une affaire d'entente illicite.

La Commission européenne a infligé une amende de 458 millions d'euros à 15 constructeurs automobiles pour avoir participé à un cartel visant à limiter la concurrence dans le domaine du recyclage des véhicules en fin de vie.

Une entente illicite sur le recyclage des véhicules

Entre 2002 et 2017, ces constructeurs, parmi lesquels

Volkswagen, Renault Nissan, Stellantis, Ford, BMW et Toyota, se sont concertés pour ne pas rémunérer les entreprises de démantèlement en charge du recyclage des véhicules hors d'usage.

L'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) a joué un rôle clé en facilitant ces échanges entre les entreprises impliquées. En conséquence, l'ACEA a également été sanctionnée par une amende de 500 000 euros.

Des sanctions variables selon les constructeurs

Les amendes infligées varient

selon le degré d'implication de chaque constructeur. Volkswagen écope de la sanction la plus lourde, avec près de 128 millions d'euros, suivi par Renault-Nissan avec 81,46 millions d'euros, et Stellantis avec 83,8 millions d'euros. D'autres constructeurs, tels que Ford, BMW et Toyota, ont également été sanctionnés, avec des amendes respectives de 41,5 millions, 24,6 millions et 23,5 millions d'euros.

À noter que Mercedes-Benz a échappé à une amende en révélant l'existence du « cartel » aux autorités européennes, bénéficiant ainsi d'une immunité

en vertu des règles de clémence de l'UE (Union européenne).

Cette nouvelle affaire ternit encore un peu plus l'image de l'industrie automobile européenne, déjà ébranlée par le Dieselgate. Elle souligne la nécessité pour les constructeurs de respecter les règles de concurrence et de s'engager davantage en faveur de pratiques durables et transparentes, notamment en matière de recyclage et de protection de l'environnement.



Médias et patrimoine culturel

Un enjeu national pour la Ppréservation de l'identité algérienne

Sara Boueche

Le premier séminaire national «Médias et patrimoine culturel» qui s’est tenu dimanche à Batna a mis en lumière le rôle fondamental des médias comme vecteurs essentiels de préservation et de valorisation du patrimoine culturel algérien. Cette manifestation scientifique a constitué une plateforme de réflexion approfondie sur l’interaction entre les supports médiatiques et le patrimoine national dans ses multiples dimensions.

Les intervenants, réunis à la Maison de la culture Mohamed-Laïd Al Khalifa, ont unanimement souligné l’impératif pour les médias contemporains de s’engager activement dans la promotion de la diversité patrimoniale algérienne. Cette mission, selon les experts,

s’inscrit dans une perspective plus large de préservation identitaire et de transmission intergénérationnelle du capital culturel national.

Madame Sara Guettaf, présidente du séminaire, a exposé les objectifs stratégiques de cette rencontre académique, notamment «l’encouragement des études scientifiques portant sur les productions culturelles et touristiques locales». Elle a également mis l’accent sur la nécessité d’élaborer «un plan prospectif visant la numérisation du patrimoine culturel matériel et immatériel algérien», soulignant l’importance d’une approche collaborative impliquant l’ensemble des acteurs du secteur.

Parmi les axes thématiques abordés durant ce colloque figuraient notamment «les relations entre patrimoine et concepts culturels, identitaires et



folkloriques à travers les médias traditionnels et numériques» ainsi que «la contribution spécifique des médias audiovisuels dans la

valorisation patrimoniale».

Cette manifestation scientifique, organisée conjointement par le Laboratoire d’études culturelles et humaines du département des sciences de l’information et de la communication de l’Université Hadj-Lakhdar de Batna, la direction du Tourisme et de l’Artisanat, la radio régionale de Batna et l’association des journalistes et correspondants de presse des Aurès, a rassemblé un public diversifié comprenant universitaires, chercheurs, doctorants, professionnels des médias et représentants associatifs œuvrant dans les domaines culturel et touristique.

Ce séminaire s’inscrit dans une démarche globale visant à repenser les stratégies médiatiques au service de la préservation du patrimoine national, dans un contexte où les transformations numériques offrent tant d’opportunités que de défis pour la sauvegarde de l’héritage culturel algérien.

Constantine

Clôture de la 14e édition du Festival culturel national de la poésie féminine

Le rideau est tombé, dimanche après-midi à Constantine, sur le 14ème Festival culturel national de poésie féminine qui a attiré, trois jours durant, un public nombreux à la maison de la culture Malek Haddad.

Le concours organisé pour la circonstance a vu le sacre des poétesses Aya Rezaïguia pour son texte «Soirée au royaume de lumière», dans la catégorie poésie en langue arabe classique, et Kawthar Ferahtia pour son poème «Abi» (mon père) dans la catégorie «Melhoun».

Cette manifestation culturelle a donné lieu à une compétition de haut niveau à laquelle ont participé 40 poétesses de différentes wilayas du pays, autant de voix féminines qui ont su porter des messages d’espoir, de résistance et de liberté, et exprimer la réalité des femmes, la patrie, l’identité, le patrimoine et l’humanisme, donnant sa pleine mesure à la profondeur de la poésie féminine algérienne.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, la commissaire du festival, Amira Deliou, a fait part de sa «fierté» devant le succès de cette édition qu’elle

a qualifiée «d’exceptionnelle», avant de souligner que ce festival «n’était pas une simple démonstration littéraire, mais un véritable espace que des voix de femmes ont investi pour faire de leurs textes une passerelle entre patrimoine et identité».

Elle a également salué «la puissance de la poésie féminine et sa capacité à dire la souffrance des peuples, en particulier le peuple palestinien, à travers des poèmes qui portaient la douleur de l’humanité et des espoirs de lendemains meilleurs».

Mme Deliou a aussi souligné

«le rôle des femmes poétesses dans la documentation de la mémoire du patrimoine national», relevant, à ce propos, que les autorités du pays accordent «une grande attention à la préservation du patrimoine national matériel et immatériel».

Notons que la clôture de la manifestation a été marquée par l’interprétation d’un chœur poignant intitulé «El Qods Salam» mêlant poésie et performance vocale, conférant à la soirée une dimension esthétique digne de la ville des ponts suspendus, de sa longue histoire et de sa fidélité, ainsi

que celle de l’Algérie entière, à la cause palestinienne.

Le festival a également donné lieu à des expositions dédiées au patrimoine national, à des ateliers et à des visites de découverte des plus importantes sites historiques et touristiques de la ville du Vieux Rocher, ainsi qu’à un salon mettant en avant des entreprises émergentes en matière d’intelligence artificielle et ce, à l’occasion du mois du patrimoine placé, cette année, sous le slogan «Le patrimoine culturel à l’ère de l’intelligence artificielle».

Tamanrasset:

Large affluence du public au Salon national du livre

Le Salon national du livre, organisé à la place du 1er novembre, jouxtant la Maison de la culture de Tamanrasset, a enregistré une large affluence du public.

Placé sous le signe “Tamanrasset, berceau de l’écriture et du livre”, ce rendez-vous culturel enregistre

la participation de 93 maisons d’édition, a indiqué le membre du comité d’organisation, Hichem Mohieddine. Une exposition proposant plus de 21.000 titres a été organisée, a-t-on ajouté.

Ce salon vise à promouvoir la lecture, notamment parmi les jeunes, à faire connaître

les œuvres littéraires et à encourager l’investissement dans le domaine de l’édition, en plus d’offrir un espace approprié d’échange entre éditeurs et lecteurs, a-t-il souligné.

Pour sa part, le directeur du livre et de la lecture publique au ministère de la Culture et des Arts, Tama Tidjani, a indiqué

que cette exposition traduit la volonté de développer les habitudes de lecture, notamment parmi les jeunes à Tamanrasset et dans le Grand Sud en général, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la promotion et la valorisation de la culture à travers le pays.

Le programme de cet événement culturel, qui se poursuit jusqu’au 24 avril en cours, prévoit une panoplie d’activités culturelles, des conférences littéraires sur des thèmes afférents au livre et la publication, en sus de récitals poétiques, selon les organisateurs.



Dans les rues de Lagos au Nigeria, un carnaval aux accents brésiliens

Pour de nombreux Nigériens, le carnaval représente un pan de l'histoire de leur pays qui n'est pas toujours bien connu mais certains tentent de changer cela.

L'éclat, les couleurs et les rythmes évoquent le carnaval de Rio mais c'est de l'autre côté de l'Atlantique, à Lagos, que des milliers de jeunes et de moins jeunes, descendants d'anciens esclaves, ont revêtu dimanche 20 avril leurs costumes de fête. Dans la plus grande ville du Nigeria, ils ont perpétué fièrement leur héritage et ont célébré en musique l'histoire afro-brésilienne de la ville. Après l'abolition de l'esclavage par le Brésil, en 1888, certains anciens esclaves sont retournés en Afrique de l'Ouest, s'installant dans plusieurs pays, dont le Nigeria et la Sierra Leone. Ils ont rapporté avec eux la culture latino-américaine - la danse, la nourriture, la religion et le goût des couleurs qui sont encore vivants aujourd'hui dans certains quartiers de la mégalopole. Lors du carnaval Fanti de

dimanche, une femme vêtue d'une robe verte et jaune danse en rythme au son des tambours et des trompettes. Derrière, un groupe de jeunes hommes portant des masques colorés, des pantalons et des vestes jaunes et rouges se préparent à la «danse du dragon», avec de longs dragons en caoutchouc, semblables à ceux utilisés lors des célébrations du Nouvel An chinois. «Nous voulons préserver notre patrimoine (...), nous aimons les couleurs» déclare Onabolu Abiola, 67 ans, professeur de beaux-arts à la retraite, vêtu du jaune et du vert du drapeau brésilien. «**Tragédie, espoir et résilience**» «Pendant le carnaval, nous oublions la situation économique et le reste. Tout le monde est là pour s'amuser», dit un homme à la barbe grise, avant de se lancer dans une danse au son de la musique traditionnelle nigériane Yoruba. D'autres portent les couleurs vertes et blanches du drapeau nigérian. Mayegun Musiliu, 50 ans, a revêtu un costume rouge vif. «Nous sommes ici pour montrer

la culture, nous sommes ici pour faire l'histoire. La célébration de la culture est importante», dit-il. «C'est ainsi que nous la maintenons en vie». Le Brésil a été le dernier pays des Amériques à abolir l'esclavage. De nombreux esclaves avaient été contraints d'adopter des noms portugais. Aujourd'hui, au Nigeria, nombreuses sont les personnes portant un prénom yoruba et un nom de famille portugais. C'est le cas d'Aduke Gomez, avocate et historienne de 62 ans. «L'histoire des Afro-Brésiliens est histoire de tragédie, mais aussi d'espoir, de résilience», dit-elle. «Personnellement, je suis très fière d'être une descendante afro-brésilienne (...) Quand ils sont revenus, ils n'avaient rien. Ils ont travaillé, se sont éduqués et ont apporté une contribution positive» à leur nouveau pays, ajoute-t-elle. Le carnaval, dit-elle «n'est pas seulement une journée, c'est un héritage tangible de ce que mes ancêtres ont vécu». **Ne pas se poser en victime** Joke Silva, 64 ans, réalisatrice et actrice de renom, se souvient



que ses parents l'emmenaient toujours au festival Fanti lorsqu'elle était enfant. Elle a perpétué la tradition et y a emmené ses enfants. «Il faut s'interroger sur la manière dont le traumatisme de l'esclavage a contribué à ce que nous sommes aujourd'hui, mais il ne s'agit pas de se poser en victime», estime-t-elle. Kelenchi Anabaraonye, 27 ans, organisateur d'une exposition sur

l'histoire du festival, raconte dans sa jeunesse que des camarades de classe portaient des noms de famille portugais. «J'avais des amis qui s'appelaient Pionero, Pereira, Da Silva, Gomez. À l'époque, je pensais qu'ils plaisaient avec ces noms, car si vous avez un prénom yoruba, pourquoi vos noms sont-ils étrangers ? Je ne savais pas qu'il y avait une raison historique».

Le 11e festival du film saoudien s'ouvre sur une nuit de cinéma, de culture et de stars

Le tapis rouge a été déroulé jeudi pour la 11e édition du Festival du film saoudien, qui a confirmé son rôle de pierre angulaire de la culture cinématographique en plein essor du Royaume. Animée par le dynamique duo d'acteurs saoudiens Aixa Kay et Khaled Saqer, la célébration au Centre du roi Abdulaziz pour la culture mondiale (Ithra) à Dhahran débordait de glamour et de drame. Le chanteur d'opéra saoudien Mohammed Khayran Al-Zahrani et la célèbre soprano française Fabienne Conrad ont donné la sérénade à la foule, tandis qu'un orchestre jouait un pot-pourri d'interprétations classiques de musiques de films populaires sous la direction du maestro Gevorg Sargsyan. L'événement était organisé par l'Association du cinéma en partenariat stratégique avec Ithra - une initiative d'Aramco - et bénéficiait du soutien de la Commission saoudienne du cinéma du ministère de la culture. Le festival de cette année, dont le thème est «Le cinéma

de l'identité», se penche sur le pouvoir de la narration pour refléter et façonner les récits culturels, personnels et collectifs. Lors de l'ouverture, la présidente de l'Association du cinéma, Hana Al-Omar, a souligné l'importance du thème. «Nous présentons l'édition de cette année à un moment où la production cinématographique saoudienne connaît une croissance notable. Les films saoudiens ne sont plus de rares apparitions ; ils se disputent désormais les places de choix dans les cinémas arabes. Cela témoigne d'un élan artistique qui mérite que l'on s'y arrête et que l'on y réfléchisse», a-t-elle déclaré. Elle a également mis l'accent sur l'intérêt particulier du festival. «En plus des activités habituelles du festival, nous mettons en lumière l'expérience du cinéma japonais, qui a eu un impact profond sur le cinéma mondial, grâce à ses écoles artistiques, à sa riche expérience et à son histoire globale», a-t-elle déclaré. Lors de la soirée d'ouverture,

les visiteurs ont pu assister à la première de «Siwar» d'Osama Al-Khuraiji. Le programme, qui se poursuit jusqu'au 23 avril, est rempli d'événements, notamment un flot continu de stars, des projections de films, des séminaires, des ateliers, des classes de maître et la très convoitée Palme d'or. Depuis sa création en 2008, le festival du film saoudien est devenu l'événement cinématographique le plus ancien du Royaume. Cette année, 36 des 68 projections sont des films saoudiens et du Golfe, dont huit longs métrages narratifs, 21 courts métrages et sept documentaires. Certaines parties des débats, ainsi que d'autres événements du festival, sont retransmis en direct. Pour plus d'informations sur l'achat de billets, visitez le site web d'Ithra.





Ajouter cet aliment au petit-déjeuner permet d'avoir un cerveau plus rapide

Pour un cerveau en bonne santé, il faut miser sur l'alimentation. S'il est déjà connu qu'un régime alimentaire équilibré peut jouer sur les humeurs et la santé mentale, il semblerait que le contenu de notre assiette puisse aussi avoir un impact positif sur les capacités cognitives, et cela commence dès le début de la journée. C'est ce qu'ont récemment affirmé des chercheurs anglais. Dans une étude, ils ont mis en avant le rôle d'un fruit à coque qui, consommé au petit-déjeuner, pourrait améliorer certaines capacités du cerveau. Pour mener à bien leur étude, les scientifiques ont demandé à 31 jeunes adultes en bonne santé de



manger un petit-déjeuner avec ou sans l'aliment en question. Les participants ont ensuite effectué divers tests cognitifs. Leur activité cérébrale a été surveillée juste après avoir mangé le petit-déjeuner, puis dans les 2 heures, les 4 heures et jusqu'à 6 heures après le repas. En plus de leurs

mesures cognitives, leurs humeurs et leurs analyses sanguines ont été recueillies pour observation. Les résultats ont indiqué des changements dans l'activité neuronale, suggérant que le fruit à coque pourrait aider le cerveau à être plus rapide dans des tâches de

réflexion, en particulier celles qui demandent de la concentration, de l'organisation et de la réflexion mentale. D'après les chercheurs, l'aliment pourrait aussi montrer un effet protecteur contre la fatigue cognitive au fil de la journée. Les analyses sanguines ont également révélé des variations positives des taux de glucose et d'acides gras, deux facteurs susceptibles d'influencer le fonctionnement cérébral. De quel fruit à coque parle-t-on ? Des noix. «Une poignée de noix au petit-déjeuner pourrait donner aux jeunes adultes un avantage mental lorsqu'ils doivent être au sommet de leur forme» a déclaré Claire Williams,

directrice de l'étude. Les bienfaits cognitifs des noix peuvent être dus à leur teneur spécifique en acides gras oméga-3, en protéines et en flavonoïdes, une classe de polyphénols. «Il existe un nombre croissant de preuves que les interventions riches en flavonoïdes ont un effet positif sur la fonction cognitive», expliquent les chercheurs dans la revue «Food & Function». La poignée recommandée correspond à 50 grammes de noix. Pour un petit-déjeuner idéal pour le cerveau, les auteurs de l'étude conseillent de les incorporer dans 20 grammes de muesli et 150 grammes de yaourt à la vanille.

Les experts sont formels : c'est à partir de cette allure que la marche protège vraiment le coeur

Chez un adulte au repos, le rythme cardiaque est compris entre 50 et 100 pulsations par minute. Ce rythme peut légèrement varier selon l'activité, la température ou encore la prise d'excitants. Chez certaines personnes, le rythme cardiaque devient irrégulier, on parle d'arythmie. Cette arythmie peut entraîner palpitations et malaises, insuffisance cardiaque voire formation de caillots sanguins augmentant le risque d'AVC. C'est même une des causes principales de l'AVC. La marche étant une activité recommandée pour améliorer la santé générale et plus particulièrement la santé cardiovasculaire,

des chercheurs se sont penchés sur l'allure idéale pour protéger le cœur. L'équipe de l'Université de Glasgow en Ecosse a analysé la vitesse de marche de plus de 420 000 personnes via questionnaires et un sous-groupe de 80 000 personnes a ensuite été ajouté, chacune portant un accéléromètre. Trois allures ont été comparées : lente, moyenne et rapide. Plus de 220 000 personnes ont déclaré marcher à rythme moyen, 170 000 un rythme rapide et 27 000 un rythme lent. Sur les 14 années de suivi, 36 000 sujets ont développé des arythmies cardiaques. «Nos résultats suggèrent que la marche rapide pourrait être un exercice

sûr et efficace pour réduire les arythmies, en particulier les groupes à risque élevé», ont expliqué les auteurs dans la revue «Heart». Par rapport à ceux qui marchaient lentement, les marcheurs moyens avaient un risque réduit de 35% de développer une arythmie cardiaque et ceux qui marchaient vite, une réduction de 43%. Une allure lente correspond à un peu moins de 5 km/h, une allure moyenne est comprise entre 5 et 6.4 km/h et une allure rapide à plus de 6.4 km/h. Ce sont ces deux dernières allures qu'il faudrait privilégier pour préserver la santé cardiaque. Les résultats étaient d'autant plus probants



chez les personnes qui font de l'hypertension. Ces résultats pourraient s'expliquer par l'impact positif de la marche rapide sur l'inflammation et les facteurs métaboliques comme le cholestérol, la glycémie ou la pression artérielle. Plus on marche

vite, plus on réduit aussi l'obésité et les marqueurs d'inflammation. Cette activité physique pouvant s'adapter à tous les profils, et ne nécessitant aucun matériel, il est plus facile de s'y mettre. Vous savez ce qu'il vous reste à faire !



La gestion du temps Clé de voûte de la productivité face à la procrastination et à l'éparpillement

Sara Boueche

Dans un monde où les sollicitations sont multiples et le rythme de vie effréné, la gestion efficace du temps s'impose comme un défi majeur pour de nombreux individus. Procrastination et éparpillement, ces fléaux modernes, minent la productivité et génèrent stress et frustration.

La procrastination, définie comme la tendance à remettre systématiquement à plus tard les tâches importantes, est un phénomène complexe aux origines multiples. Selon une étude publiée dans le «Journal of Educational Psychology», elle toucherait près de 95% des étudiants et 20% de la population adulte de manière chronique. L'éparpillement, quant à lui, se caractérise par une difficulté à maintenir son attention sur une tâche spécifique, conduisant à



une fragmentation de l'effort et une baisse de l'efficacité.

Face à ces défis, les experts en productivité préconisent plusieurs approches :

1. La méthode Pomodoro :

Développée par Francesco Cirillo dans les années 1980, cette technique consiste à

travailler par tranches de 25 minutes, suivies de pauses courtes. Elle permet de maintenir la concentration et d'éviter la fatigue mentale.

2. La matrice d'Eisenhower :

Cet outil de priorisation classe les tâches selon leur importance et leur urgence, facilitant ainsi la prise de décision et l'allocation

du temps.

3. La planification hebdomadaire

Établir un plan d'action en début de semaine permet d'avoir une vue d'ensemble et de mieux répartir ses efforts.

4. La technique des «mangeurs de grenouilles» :

Popularisée par Brian Tracy, cette approche consiste à commencer sa journée par la tâche la plus difficile ou désagréable, libérant ainsi de l'énergie pour le reste de la journée.

Le Dr. Cal Newport, professeur à l'université de Georgetown et auteur de «Deep Work», souligne l'importance de créer des plages horaires dédiées au travail profond, sans interruptions. Selon lui, cette pratique est essentielle pour accomplir des tâches complexes

et créatives.

Par ailleurs, la psychologue Dr. Fuschia Sirois de l'Université de Sheffield met en garde contre les effets néfastes de la procrastination sur la santé mentale et physique. Ses recherches montrent que les procrastinateurs chroniques sont plus susceptibles de souffrir de stress, d'anxiété et même de problèmes cardiovasculaires.

En conclusion, la gestion efficace du temps apparaît comme une compétence cruciale dans notre société moderne. Elle requiert une approche structurée, une bonne connaissance de soi et une discipline quotidienne. En adoptant les stratégies adéquates, il est possible de surmonter la procrastination et l'éparpillement, ouvrant ainsi la voie à une vie plus productive et épanouissante.

Rien de mieux pour cibler le bas du ventre



Pour raffermir le bas du ventre, voici le meilleur exercice à réaliser à la maison. Facile et garanti sans douleur.

Le bas du ventre est une zone qui peut poser problème. C'est en général à cet endroit que se loge

la graisse, et il est difficile de la faire partir puisque plusieurs facteurs comme l'alimentation, l'hydratation, l'activité physique, l'hérédité et l'âge peuvent entrer en jeu. En effet, lorsqu'on vieillit le métabolisme

ralentit naturellement et la graisse abdominale peut également augmenter. Pour s'en débarrasser, il existe plusieurs solutions : boire beaucoup d'eau, une alimentation équilibrée et, bien évidemment, du sport. Dans ce cas précis, le renforcement musculaire et plus précisément les abdominaux sont de véritables alliés. Un exercice en particulier permet de cibler le bas du ventre, et d'aider à éliminer. Rassurez-vous, rien de barbare mais un mouvement efficace et doux. Sur le réseau social préféré de la génération Z, TikTok, la coach sportive Anouk Hamel, aussi connue sous le nom de Body by Anouk, a partagé une vidéo où elle montre son exercice préféré. «Ventre plat ? Oublie les

crunchs. Rien de mieux que cet exo hypopressif pour réellement cibler le bas du ventre et tes abdos profonds», écrit-elle sur le segment.

Ce que l'on adore ? L'exercice est ultra facile à reproduire. Allongée sur le dos, montez vos jambes de façon à faire une position de chaise inversée. Levez les bras à la verticale et, tout doucement, descendez une jambe et le bras opposé jusqu'à ce qu'ils touchent le sol. Remontez les, puis répétez ce mouvement de l'autre côté. La coach conseille de faire quatre séries de vingt mouvements. Effectués régulièrement, ces abdos sont la clé d'un ventre plus plat. En revanche, il est important de les réaliser de la

bonne manière : en aspirant bien le nombril, et en inspirant par les côtes.

Les abdos hypopressifs sont des exercices à ne surtout pas négliger. La raison ? Ils travaillent le muscle transverse, le plus profond des abdominaux, en agissant à la fois sur la respiration, la contraction du ventre et celle du périnée, en plus d'être plus doux que des crunchs.

Attention en revanche, si vous êtes à la recherche d'abdos définis style «tablette de chocolat», les exercices hypopressifs ne sont pas la meilleure des options. Ils servent principalement à obtenir un ventre plus plat en agissant sur le bas de la zone, maintenir le dos plus droit, éviter les ballonnements et la constipation.

C'est à cette heure là qu'il faut faire du sport

Faire du sport le matin, l'après-midi ou le soir n'aurait pas les mêmes bienfaits pour la santé.

On le sait : faire du sport offre de nombreux avantages pour la santé physique et mentale et permet de réduire son risque de maladies, notamment les pathologies cardiovasculaires, les cancers et le diabète. Selon l'OMS, les adultes doivent consacrer au cours de la

semaine, 150 minutes d'activité d'endurance d'intensité modérée ou au moins 75 minutes d'activité d'endurance d'intensité soutenue, ou une combinaison équivalente d'activité d'intensité modérée et soutenue. Récemment, une étude menée par des chercheurs de l'Université de Sydney et publiée dans la revue Diabetes Care a découvert que la pratique d'une activité physique à un certain moment de

la journée était associée à de plus grands bienfaits pour la santé, notamment chez les personnes souffrant d'obésité.

Pour définir le moment idéal, les chercheurs ont analysé les données de santé de près de 30 000 adultes âgés en moyenne de 62 ans, tous en situation d'obésité. Parmi eux, 3 000 participants avaient en plus reçu un diagnostic de diabète

de type 2. Ils ont été suivis pendant près de 8 ans, à l'aide d'un appareil portable appelé «accéléromètre» accroché au poignet en continu pendant 24 heures par jour pendant 7 jours au début de l'étude. Cet appareil a permis de mesurer l'activité physique des participants et de les classer selon le moment de la journée : ceux qui en faisaient le matin, ceux qui en faisaient l'après-midi ou ceux qui en

faisaient le soir. Les activités physiques comprenaient des sessions d'au moins 3 minutes continues d'activité physique dite «aérobie modérée à vigoureuse», soit une activité qui augmente le rythme cardiaque et qui essouffle comme la marche rapide, la montée des escaliers, ou d'exercices structurés comme la course, le travail professionnel ou même le nettoyage vigoureux de la maison.

Comment «La Joconde» est devenue le chef-d'œuvre le plus décevant au monde

Dans la salle des Etats, c'est l'effervescence, comme tous les jours. Cinq jeunes Américains, hargards, observent à bonne distance la foule de visiteurs qui s'agite pour photographier La Joconde, le chef-d'œuvre vénitien peint par Léonard de Vinci au XVIe siècle. Le groupe d'amis ne partage pas cet entrain. «J'étais excité à l'idée de la voir. Mais une fois devant, je ne suis pas impressionné», relate Jack, laconique. «Au moins, on peut la poster sur les réseaux sociaux, c'est déjà ça», lance le deuxième Jack de la bande, badin.

«J'ai l'impression que je devrais l'apprécier davantage», siffle Christine, 41 ans, après un long silence introspectif. Cette Américaine installée à Paris a rendu visite sept fois à la dame italienne. Rien n'y fait. «Le tableau n'est pas aussi bouleversant que je pensais qu'il le serait !» «Peut-être que c'est ma faute, qu'il y a quelque chose qui manque à ma compréhension pour pouvoir l'apprécier», suggère-t-elle. Parmi la vingtaine de visiteurs de différents âges et de différentes nationalités questionnés par franceinfo au musée du Louvre début mars, aucun autre ne semblait enthousiaste.

Un constat qui corrobore le classement du site de coupons Coupon Birds réalisé en février 2024(Nouvelle fenêtre). Avec 37,1% d'avis négatifs, le portrait le plus célèbre du l'histoire de l'art est aussi le chef-d'œuvre le plus décevant du monde. L'enquête a été réalisée à partir de «18 176 critiques mentionnant 100 des œuvres d'art les plus célèbres du monde et les musées qui les abritent», selon la méthodologie précisée sur leur site.

Cinquante secondes devant le tableau

La Joconde souffre avant tout de sa (trop) grande popularité : le Louvre a accueilli 8,7 millions de visiteurs en 2024(Nouvelle fenêtre), dont 80% ont fait un crochet pour l'observer. De quoi provoquer un phénomène de congestion dans la très napoléonienne salle des Etats, pourtant la plus grande du musée, avec ses 700 mètres carrés.

«Régulièrement, aux heures de fortes affluences, nous sommes obligés de bloquer les portes des deux entrées de la salle pour filtrer, en les laissant entrer un par un», déplore un agent du musée du Louvre. De quoi provoquer une attente frustrante pour le visiteur, qui n'est pas au bout



de ses peines. Une fois dans la salle, il faut encore jouer des coudes pour pouvoir approcher le tableau. Certains s'en plaignent, confirme l'agent. «Quand les visiteurs arrivent enfin devant La Joconde, ils sont dégoûtés !»

Aussitôt positionné, aussitôt chassé. Les agents ont pour consigne de faire régulièrement évacuer le premier rang afin de garantir la circulation. Résultat : la durée moyenne à proximité de La Joconde est de trois à quatre minutes, quand la durée d'observation du tableau chute à 50 secondes, selon les calculs du musée.

«Les conditions de visite ne sont pas satisfaisantes et nos visiteurs s'en plaignent. Ils ont raison», concède auprès de franceinfo Laurence des Cars, présidente-directrice du musée le plus visité au monde. Le Louvre et le ministère de la Culture ont donc prévu un plan de refonte des conditions de visites, annoncé par Emmanuel Macron le 28 janvier. «A horizon 2031, les visiteurs viendront l'admirer, sous la Cour Carrée, dans une salle dédiée offrant un confort de visite et des outils de médiation modernes et adaptés. Il y aura une pré-réservation spécifique pour ceux qui souhaitent voir La Joconde, en plus du billet normal d'entrée au Louvre qui donne accès aux autres expositions», détaille Laurence des Cars.

«Je veux la voir de plus près»

Le déménagement de Monna Lisa suffira-t-il ? Il sera en tout cas l'occasion de repenser aussi la présentation de l'œuvre, elle-même au cœur des critiques. Depuis 2005, une vitre blindée s'interpose entre le public et la toile, insérée dans une niche

mise au point par l'architecte Lorenzo Piqueras. Un dispositif lourd qui répond à un impératif de sécurité. «La Joconde est protégée de longue date. Et pour cause : plus le tableau est iconique, plus le risque d'action symbolique le visant est grand», explique Anne Bessette, docteure en sociologie du milieu muséal associée au Centre de la recherche sur les liens sociaux (Cerlis) et spécialiste des mouvements de contestation dans les musées.

Le caisson, climatisé, permet aussi de préserver l'œuvre des fluctuations de température. Car La Joconde, peinte sur un panneau de bois, est fragile. Ces mesures exceptionnelles amplifient la frustration de certains visiteurs. «Je veux la voir de plus près. Avec la vitre, je ne peux voir aucun détail», déplore Ayako, une visiteuse de 33 ans venue du Japon. Sans compter qu'un cordon tient les visiteurs à au moins trois mètres de la cimaise. De si loin, le portrait quasiment grandeur nature (79 cm de hauteur et 53 de largeur) paraît tout petit.

«Pour bien observer un tableau, il faut pouvoir avancer, reculer, se déplacer latéralement, être en tête-à-tête avec lui», rappelle Daniel Jacobi, professeur émérite de muséologie à l'université d'Avignon. Un constat d'autant plus vrai pour La Joconde, qui regorge de subtilités techniques qui contribuent à sa renommée. Léonard de Vinci a ainsi eu recours au sfumato, une technique d'estompage des contours et de fusion de l'ombre et de la lumière qui donne vie au regard de Monna Lisa.

«Un manque de pédagogie» pour comprendre l'œuvre

«Il faut aussi voir les détails, les



main, le paysage. Il faut voir le petit pont à droite, puisqu'on dit qu'il y a de l'eau. Sans se rapprocher, c'est impossible à observer», déplore Pascal Cotte, chercheur à l'université italienne de Bologne et spécialiste de l'œuvre du génie de la Renaissance. Des efforts ont pourtant déjà été déployés : lors de la rénovation, en 2019, de la salle des Etats, sa cage de verre a été remplacée par un vitrage plus transparent.

Et si le visiteur réussit à apercevoir ces détails, encore faut-il qu'il puisse les décrypter. Ils sont ainsi peu à savoir que le tableau, plutôt sombre et jaunâtre, n'a pas toujours été de cette couleur. A l'origine, la robe de l'épouse du marchand Francesco del Giocondo était jaune et le ciel d'un bleu vif. Le vieillissement de son vernis a altéré son aspect général, tout comme les craquelures du temps.

Mais la réputation du tableau la précède et la dépasse. Pardessus tout, La Joconde souffre d'avoir été érigée en icône. «Une mythologie a été mise en place autour d'un tableau qui n'a pourtant rien de magique, il y a de quoi causer de la déception», insiste Anne Bessette, spécialiste du milieu muséal. «Elle a acquis une notoriété internationale au moment de son vol» en 1911, résume l'historien Jean-Yves Naour, auteur de l'ouvrage Qui a volé la Joconde ?.

Une icône pop au «petit sourire ironique»

L'idée fausse d'un cambriolage au nom du patriotisme italien ajoute une note romanesque au fait divers. «A ce moment-là, elle fait la une de la presse internationale, son portrait est

diffusé sur des cartes postales, dans énormément de dessins de presse et de caricatures», poursuit le spécialiste. On lui prête un air mystérieux, envoûtant, «on se dit qu'elle s'est échappée et quelle nous regarde avec un petit sourire ironique». Au fil des années, La Joconde s'imisce partout, jusqu'à devenir objet de pop culture. On se convainc qu'elle dispose d'une aura particulière, que l'on doit vibrer en sa présence. Une théorie contestée par Daniel Jacobi. «C'est un artefact de communication d'une bêtise sans nom !», s'emporte le professeur émérite de muséologie, qui le martèle : «Un chef-d'œuvre n'a pas d'aura, jamais».

La réception que le public a de l'œuvre est avant tout, selon lui, le fruit de son milieu social. «Les fées ne se sont pas penchées sur vous pour vous accorder le don de voir les belles choses. L'art est le fruit de l'éducation. Il faut apprendre à apprécier une œuvre, et pour ce faire, il faut être soutenu, aidé.» Et si vous vous surprenez à être déçu lors de la contemplation du tableau mythique, ne renoncez pas : «Il s'agit aussi d'une science de la répétition. La première fois que vous avez bu du champagne, vous n'avez pas aimé. Ici, c'est pareil», insiste le spécialiste. Avant de conclure : «La culture, c'est un effort, pas un ressenti.»

Un chanteur de Raï arrêté pour “incitation à la haine” dans une chanson

Les services de sécurité de la wilaya d'Oran ont arrêté, le mercredi 16 avril, le chanteur de Raï Cheb El Hindi, en raison de la publication d'une chanson considérée comme incitant à la haine entre citoyens. L'artiste est accusé par les autorités d'avoir diffusé un contenu à caractère régionaliste.

Le morceau en question, intitulé « Wahran ki walat », avait été publié il y a plusieurs années. Selon les premiers éléments, les paroles de la chanson ont été jugées comme portant atteinte à l'unité nationale. Le chanteur doit comparaître devant le procureur de la République ce dimanche.

Une procédure judiciaire sur fond d'accusations de discours régionaliste

L'arrestation de Cheb El Hindi

s'inscrit dans une affaire à caractère pénal. Le contenu de sa chanson fait l'objet d'une analyse par les autorités judiciaires, qui y voient un message de division et de provocation entre régions du pays.

La procédure repose sur les dispositions du Code pénal algérien encadrant les discours pouvant nuire à la cohésion sociale. Aucune information supplémentaire n'a pour l'instant été communiquée sur la suite des événements après la comparution prévue devant le parquet.

Par ailleurs, l'affaire intervient dans un contexte plus large où les autorités multiplient les poursuites contre les discours jugés attentatoires aux valeurs de la société algérienne.

Ces derniers mois, les autorités

ont interpellé et condamné plusieurs influenceurs, créateurs de contenus et figures publiques pour des publications qu'elles jugent contraires aux bonnes mœurs, à l'ordre public ou à l'unité nationale.

Le chanteur de Raï Cheb El Hindi arrêté à Oran : un climat de contrôle accru sur les contenus publics

Les cas concernent aussi bien des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux que des chansons ou des publications en ligne. Le champ d'application s'étend ainsi à tout contenu pouvant être interprété comme offensant. Ou contraire aux normes sociales ou juridiques en vigueur.

Le Code pénal algérien inclut plusieurs articles sanctionnant les atteintes à la cohésion nationale ou à la paix civile.



En effet, la loi en vigueur punit l'incitation à la haine ou à la discrimination sur la base d'appartenance régionale. Raciale ou autre.

En outre, les autorités invoquent régulièrement ces textes dans des affaires impliquant des personnalités publiques ou médiatiques. Dans un contexte de régulation accrue des contenus sur les plateformes numériques.

EN plus, sans être isolée, l'arrestation de Cheb El Hindi illustre une vigilance accrue autour des discours publics dans le pays. Elle s'ajoute à une série d'interpellations médiatisées ces dernières années, dans les milieux artistiques, culturels et numériques.

En somme, tout contenu jugé nuisible à l'unité nationale ou aux fondements de la société peut faire l'objet de poursuites.

Arkab reçoit le SG de l'Organisation des producteurs de pétrole africains

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a reçu, lundi, au siège du ministère, le secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), Dr. Omar Farouk Ibrahim, en visite de travail en Algérie pour participer à la 2e réunion du Forum des centres de recherches et d'innovation des Etats membres de l'APPO, prévue à Alger, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre qui s'est déroulée en présence de cadres des deux parties, a été l'occasion d'échanger les vues sur les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale entre l'Algérie et l'APPO, notamment dans les domaines liés à l'industrie pétro-gazière, la formation, la recherche et le développement, outre l'examen des développements du marché énergétique international et des perspectives de partenariat régional entre les Etats africains producteurs de pétrole et de gaz, dans le sillage des transformations mondiales relatives à l'énergie et à la transition énergétique, précise la même source.



Les deux parties ont également abordé les volets administratifs et réglementaires relatifs à l'APPO et la coopération fructueuse entre les Etats africains producteurs de pétrole dans le cadre du groupe OPEP et hors OPEP (OPEP+), ainsi qu'au sein du Forum des Etats exportateurs de gaz (GECF), soulignant l'importance de la coordination commune et de l'évaluation de la situation du marché pétrolier international, ainsi que les perspectives de son développement.

A ce propos, le ministre d'Etat a réaffirmé la disposition de

l'Algérie à intensifier ses efforts en vue de soutenir les Etats africains à travers l'APPO, notamment le transfert de son expertise dans les domaines de l'exploration, de la production, de l'ingénierie, de la fabrication des engins et de la formation, relevant le rôle pivot des entreprises et des instituts du secteur dont l'Institut algérien du pétrole (IAP) dans la formation et la qualification des cadres africains en vue de relever les défis techniques et professionnels dans le secteur de l'énergie.

Les entretiens ont également

porté sur les derniers développements liés au lancement de la nouvelle Banque africaine de l'énergie, créée par l'APPO, et qui devrait marquer un tournant décisif dans le financement des projets énergétiques à l'échelle du continent, en mobilisant les investissements nécessaires pour soutenir les projets d'infrastructures énergétiques et stimuler la croissance économique dans les pays membres.

De son côté, Dr. Omar Farouk Ibrahim a exprimé sa profonde gratitude à l'Algérie pour son

engagement constant en faveur des objectifs de l'organisation, saluant ses efforts dans la promotion de la recherche scientifique, de l'innovation, ainsi que dans la formation des ressources humaines dans le domaine de l'énergie.

L'organisation par l'Algérie des travaux du Forum des centres de recherche et d'innovation est une preuve évidente de sa contribution qualitative au développement du secteur énergétique à l'échelle continentale, a-t-il soutenu.

Par ailleurs, le ministère a indiqué que l'Algérie continue de jouer un rôle central au sein de l'organisation, et ce depuis sa création en 1987.

A travers ce cadre continental, qui regroupe 15 pays membres et trois (3) pays en tant qu'observateurs, l'Algérie s'emploie pour renforcer la coopération africaine, unifier les visions et échanger les expertises dans les différents domaines de l'industrie pétrolière et gazière, en amont ou en aval, afin de consolider la position du continent en tant que source stratégique d'énergie et de contribuer à la réalisation du développement durable de ses peuples.